

SA GROUPE GUILLIN

Société anonyme au capital de 12 603 825 €
Zone industrielle, 25290 Ornans
349 846 303 R.C.S. Besançon

DOCUMENTS COMPTABLES ANNUELS 2008

A- RAPPORT DE GESTION

I ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE GUILLIN

Groupe Guillin réalise 94,7% de son chiffre d'affaires dans l'Union Européenne avec notamment 50,6% en France et 15,7% en Italie.

En 2008, le contexte économique européen et mondial a été des plus aléatoire et incertain. En effet, après une période de reprise de l'inflation et de fin de cycle économique, il y a eu la crise financière de septembre 2008 entraînant l'économie européenne et française dans une période de déflation, de décroissance économique .

Le Groupe Guillin a dû donc s'adapter à ce nouvel espace économique avec une baisse du PIB sur le quatrième trimestre dans l'ensemble des pays européens.

Sur l'exercice 2008, les prix des matières premières plastiques ont augmenté sur les 8 premiers mois de l'année pour atteindre des plus hauts historiques au mois d'août 2008. Le prix des matières premières a commencé à baisser à partir du mois de septembre pour s'accélérer au mois de novembre. Suite à la reprise de l'inflation sur les 9 premiers mois de l'année, l'ensemble des coûts de fabrication et de distribution a augmenté de façon significative sur cette période. Suite à une vive pression concurrentielle en 2008, le Groupe Guillin a été dans la quasi-impossibilité d'augmenter ses prix de vente à la hauteur de l'inflation.

Les taux d'intérêt en 2008 ont augmenté de façon sensible par rapport à 2007 pour décroître en fin d'année entraînant une augmentation du coût de l'endettement du Groupe Guillin.

Les conditions climatiques en Europe ont une influence notable sur la vente d'emballages pour les fruits et légumes. En 2008, celles-ci n'ont pas été meilleures qu'en 2007 qui avait été une année particulièrement mauvaise.

En dépit des contraintes économiques et climatiques, le Groupe Guillin a su néanmoins maintenir un niveau de cash flow et de rentabilité satisfaisant.

II/ LE GROUPE GUILLIN

QUALITE / GAMMES / SERVICES : LA TRILOGIE DE LA PERFORMANCE

Depuis 1972, ce concept est le moteur de la performance et du développement du Groupe. Considérée comme une exigence de base pour l'ensemble des activités (conception, production, distribution, commercialisation, organisation), la qualité se concrétise par des certifications ISO et BRC de l'ensemble des sociétés du Groupe et fait l'objet d'actions de sensibilisation et de contrôle régulières auprès des équipes. La politique de gamme s'illustre par la production d'un ensemble de produits homogènes standards offrant une réelle valeur ajoutée marketing pour répondre aux demandes spécifiques des différents segments de marchés. Enfin, l'esprit de service qui anime chaque collaborateur se fonde sur l'anticipation des besoins, et s'appuie sur une organisation logistique rigoureuse et réactive.

UNE ENTREPRISE PATRIMONIALE

La culture de l'entreprise et son succès découlent directement du "patrimoine humain" constitué par la personnalité et les valeurs du fondateur. Amour du travail bien fait, réactivité, audace, anticipation, sens du service, mouvement permanent... sont à l'origine de l'aventure entrepreneuriale.

Ces valeurs, aujourd'hui devenues principes d'action, continuent à guider et motiver les 1500 salariés qui constituent le Groupe Guillin. Fidèle à ses origines, le Groupe, qui réalise plus de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires, a implanté son siège social à proximité du berceau familial et reste depuis ses débuts majoritairement détenu par la famille Guillin.

UN MANAGEMENT HUMAIN

Chaque jour, le management s'attache à favoriser l'épanouissement et le perfectionnement des salariés afin qu'ils contribuent au développement harmonieux du Groupe. Ce style de management rigoureux sait concilier efficacement l'esprit d'équipe, la responsabilisation, le respect de l'autre, le dialogue, la transparence et la convivialité.

Une politique de formation dynamique offre aux hommes et aux femmes du Groupe les moyens de progresser dans leurs métiers.

DOMAINE D'ACTIVITE

Le Groupe Guillin agit sur deux marchés distincts qui suivent chacun des cycles économiques différents :

- l'emballage à destination des métiers de bouche (alimentation, traiteur, pâtisserie,...) des fruits et légumes, de la restauration hors domicile,
- le matériel (grandes cuisines centrales).

LA SOCIETE MERE : SA GROUPE GUILLIN

Pour fédérer et harmoniser les 16 sociétés réparties dans toute l'Europe, le Groupe Guillin s'appuie sur sa holding basée à Ornans qui centralise les fonctions stratégiques du Groupe : analyser les potentialités de développement, définir les grandes orientations, fixer les objectifs, favoriser les synergies, impulser les grandes évolutions, décider des investissements.

La maîtrise globale de la finance à la consolidation comptable, la définition et le contrôle des budgets de fonctionnement des filiales et le développement de l'informatique, constituent les clefs d'une dynamique de croissance harmonieuse.

La holding se compose de 30 personnes regroupées dans 6 directions (opérationnelle, juridique, financière, informatique, marketing, et affaires sociales) qui jouent le rôle de fonction support pour l'ensemble du Groupe, permettant ainsi d'en renforcer la cohérence.

Le Directeur Général Opérationnel, par son action au quotidien auprès des différentes filiales, assure que toutes les synergies et potentialités de chacun soient capitalisées.

Le chiffre d'affaires de la holding s'élève à 7,6 millions d'euros en progression de 0,1 million d'euros par rapport à 2007. Ce chiffre est constitué de la facturation de prestations de services aux filiales dans les domaines informatique, juridique, financier, social et marketing et également des redevances pour l'utilisation du logo du Groupe Guillin et pour des licences d'exploitation de marques, modèles et brevets.

LE SECTEUR EMBALLAGES

L'activité du secteur emballages représente 88,8% du P.A.O (produits des activités ordinaires) de l'ensemble du Groupe Guillin.

1- Modification de périmètre

La nouvelle société Guillin Portugal située à Lisbonne, a été créée et intégrée globalement depuis le 30 octobre 2008. Son activité a commencé fin novembre 2008, sa contribution consolidée au PAO et au résultat du Groupe est non significative.

2. L'activité du secteur « emballages »

Le Groupe Guillin est le leader européen en emballages plastiques alimentaires standard type unité de vente consommateurs. Par sa filiale Dynaplast, le Groupe Guillin est également un intervenant de niches sur son activité de fabrication et de commercialisation de feuilles plastiques. Ce secteur lui permet essentiellement de participer à l'offre globale marketing du Groupe.

Le PAO 2008 du secteur emballages s'établit à 278,6 millions d'euros contre 276,7 millions d'euros en 2007, soit une croissance de 0,7% pour un volume en progression de 0,7%.

2-1) L'emballage pour les métiers de bouche

Pour répondre à la demande de l'ensemble des acteurs des métiers de bouche, le Groupe Guillin a conçu une stratégie efficace : développer des gammes d'emballages standards pensés, conçus et fabriqués en fonction des contraintes et spécificités de chaque segment.

Le marché du commerce traditionnel et de la grande distribution se caractérise par une diversité de métiers (bouchers, charcutiers, traiteurs, pâtisseries, poissonniers...) aux attentes multiples et variées en termes d'emballages qui doivent être pratiques, hygiéniques, hermétiques, esthétiques, scellables, micro-ondables, gerbables, inviolables... Cette particularité a engagé le Groupe Guillin à offrir une réponse adaptée à chaque besoin à travers des marques déposées : Multipack, Patipack, Actipack, Classipack, Snackipack ... Le Groupe Guillin est essentiellement présent sur ce marché au travers de ses unités Guillin Emballages (et ses 4 filiales commerciales), Alphaform et Anis Opakowania. Chaque société du Groupe Guillin dispose d'une large gamme de produits propres complétée par les produits des autres sociétés du Groupe et de négoce externe nécessaires à la satisfaction de ses clients, leur offrant ainsi une gamme des plus étendues.

Guillin Emballages, berceau du Groupe, fut la première société à concevoir, fabriquer et distribuer sur stock des emballages plastiques thermoformés standards en grandes séries. Elle vend dans toute l'Europe aux professionnels des métiers de bouche. Elle est dotée d'un outil industriel de haute performance et d'unités de stockage ultra réactives. Guillin Emballages possède quatre filiales commerciales et logistiques : en Angleterre "GPI UK », en Espagne "Guillin España", en Italie "Guillin Italia" et au Portugal "Guillin Portugal ". Guillin Emballages affirme avec dynamisme ses objectifs européens, au service du consommateur à travers la grande distribution et l'ensemble de ses distributeurs et de ses filiales.

Alphaform est le partenaire "Emballages" des commerces traditionnels, de la restauration hors domicile commerciale et sociale, des cash and carry. Pour répondre aux besoins de cette clientèle, Alphaform dispose d'une gamme complète d'assiettes, plats, bols, barquettes, boîtes, plateaux repas et emballages traiteurs. Ses produits originaux et évolutifs répondent aux exigences des clients en matière d'hygiène, de transport et de conservation. En France et en Europe, Alphaform dispose d'un réseau unique de distributeurs partenaires.

Anis Opakowania est un acteur majeur de l'emballage plastique à destination des grandes et moyennes surfaces, des industries agro-alimentaires et des commerces traditionnels en Pologne. Fort d'un bon positionnement stratégique en Europe Centrale, Anis Opakowania est le vecteur de croissance du Groupe Guillin sur cette zone géographique.

Dynaplast agit indirectement sur ce secteur d'activité en produisant pour les filiales du Groupe certains emballages en PP et PET en fonction de son savoir-faire.

Nespak propose une offre complémentaire de barquettes PSE à destination principalement des produits carnés.

Rescaset Concept est le promoteur depuis plus de vingt ans du concept de distribution de repas en liaison froide de la restauration collective avec un positionnement important sur le marché français. Rescaset Concept distribue des lignes de produits à usage unique

spécifiques à la restauration collective et à l'industrie agro-alimentaire. Elle commercialise les matériels de scellage nécessaires à la bonne utilisation de ses produits.

Form'Plast, société détenue à 30% par le Groupe Guillin, est spécialisée dans le thermoformage de barquettes à effet barrière pour l'industrie agroalimentaire.

2-2) L'emballage pour les Fruits et Légumes

Sur ce marché international très compétitif et fortement soumis aux contraintes climatiques, le Groupe Guillin a mis en place une organisation qui offre à ses clients une proximité, gage d'une réactivité optimale.

Les attentes et besoins des producteurs et conditionneurs de fruits et légumes sont par nature liés aux variations saisonnières, climatiques et locales. Face à cette difficulté, le Groupe a su imaginer et proposer une offre variée et adaptée aux particularités de ces aliments.

Sa commercialisation et sa diffusion sont assurées par un réseau dynamique de sociétés spécialisées par marchés et par pays assurant une réelle proximité avec le client.

Nespak est un acteur de référence sur le marché Européen des fruits et légumes. Il y développe la majeure partie de son chiffre d'affaires avec plus de 40% hors Italie.

Dynaplast est un acteur incontournable du marché des fruits et légumes en France où il est le distributeur exclusif de Nespak en proposant une offre de produits innovants et à forte valeur ajoutée en PP et PET. Il propose également sa large gamme à ses sociétés soeurs Nespak et Veripack Embalajes.

Véripack Embalajes est le spécialiste espagnol de l'emballage pour les fruits rouges en Europe. Il conçoit, fabrique et commercialise ses produits en très grandes séries à une large clientèle.

Cette activité est fortement dépendante des aléas climatiques. L'année 2008, comme l'année 2007, a été peu favorable entraînant une forte concurrence entre les intervenants.

2-3) la feuille de thermoformage

En marge de son offre d'emballages thermoformés, le Groupe a développé un savoir faire complémentaire et cohérent : la production et la commercialisation de feuilles plastiques haut de gamme. Elles sont assurées par la société Dynaplast qui possède une expertise reconnue par les thermoformeurs intégrés et les sous-traitants. Son savoir-faire technologique et son organisation technico-commerciale lui permettent de s'adapter aux cahiers des charges les plus rigoureux, de répondre aux demandes spécifiques dans des délais très brefs et de mettre au service de ses clients une approche marketing de pointe grâce à un laboratoire intégré.

2-4) Résultat Opérationnel du secteur « emballages »

Le résultat opérationnel du secteur « emballages » s'élève à 13,1 millions d'euros en diminution de 37,5% par rapport à 2007, le résultat opérationnel récurrent (hors perte de valeur suite au test d'impairment) est de 16,3 millions d'euros en baisse par rapport à 2007 de 22,1%.

Cette baisse du résultat opérationnel récurrent est due à la difficulté d'augmenter les prix de vente des produits finis ne compensant pas l'augmentation des différents coûts (matières premières, énergie, personnel, frais fixes) dus au retour de l'inflation et à une contribution négative de Veripack de 5,5 millions d'euros.

Le Groupe Guillin a investi 14,2 millions d'euros chez Veripack depuis sa création permettant d'augmenter de manière très significative sa productivité mais la baisse des prix de vente de produits finis conjuguée à des coûts de fonctionnement importants (salaire et loyer) n'ont pas permis à Veripack de redevenir bénéficiaire en exploitation.

Concernant le résultat opérationnel non récurrent, il a été constaté une perte de valeur de 3,2 millions d'euros chez Veripack suite à un test d'impairment. Ce test a été réalisé avec un business plan à 5 ans actualisé au taux de 9,23% et une croissance à l'infini de 2%. Ce business plan intègre la réussite en 2009 de la renégociation du contrat social Veripack et la reprise de l'activité en 2010.

LE SECTEUR MATERIELS

Le marché de la restauration hors domicile comprend la restauration commerciale (sur place ou à emporter) et la restauration sociale (en établissements hospitaliers, scolaires, pénitentiaires, de la défense...). Pour garantir aux cuisines des collectivités des solutions de conditionnement et de transport des repas dans les meilleures conditions d'hygiène et de présentation des aliments, le Groupe Guillin conçoit, fabrique, et distribue à travers ses sociétés Socamel et Rescaset des équipements destinés à la logistique de distribution en liaison froide et chaude.

Cette activité représente 11,2% du PAO consolidé du Groupe Guillin. Trois sociétés contribuent au résultat de ce secteur : Socamel Technologies et sa filiale anglaise Socamel UK et Rescaset Concept uniquement pour la part de son activité liée à la commercialisation et à la distribution de scelleuses.

L'activité du secteur « Matériels »

Le Groupe Guillin conçoit et distribue les équipements destinés à la logistique de la liaison froide au travers de Socamel Technologies et sa filiale Socamel UK ainsi que Rescaset Concept qui fabriquent et/ou commercialisent les matériels suivants :

- machines et lignes de scellage et de conditionnement permettant de conditionner les repas qui seront ensuite refroidis et conservés jusqu'à leur date de consommation,
- fours de remise en température, destinés à la restauration collective, les établissements scolaires, les maisons de retraite, les hôpitaux et les prisons, produits commercialisés essentiellement en France,

- chariots de distribution et de remise en température destinés principalement à la restauration couchée à l'hôpital et en clinique; les chariots "Socamel" utilisent "l'air pulsé",
- cabines de lavage pour désinfecter et sécher les chariots. Elles permettent de nettoyer les matériels et de lutter contre les maladies nosocomiales.

L'association emballages / matériels permet d'offrir au marché un concept global qui consiste à garantir aux cuisines centrales des collectivités, des solutions complètes de conditionnement et de transport des repas jusqu'au consommateur final dans des conditions optimales d'hygiène, de sécurité et de présentation.

Les conséquences du vieillissement de la population, le développement de nouveaux produits et concepts, la politique volontariste de croissance à l'international doivent permettre de poursuivre significativement le développement de l'activité.

Le PAO 2008 s'inscrit en progression de 17,8% par rapport à 2007 confirmant le succès de l'action de réorganisation de la force commerciale réalisée en 2006.

Résultat Opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 2,0 millions d'euros représentant 5,7 % du PAO en progression de 59,7% par rapport à 2007. Ce résultat s'explique par l'augmentation des volumes, générant ainsi une amélioration générale de la rentabilité.

III LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS ET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DU GROUPE GUILLIN

POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Les investissements industriels représentent 25,4 millions d'euros en 2008 soit 8,1% du PAO dont 23,9 millions d'euros pour le secteur emballages. Les machines et outillages s'élèvent à 16,9 millions d'euros et les constructions de bâtiments à 4,1 millions d'euros.

Afin de répondre à la satisfaction permanente du client ainsi qu'à la recherche constante de gain de productivité, le Groupe a investi, sur les deux derniers exercices, 52,3 millions d'euros.

Tenant compte des forts investissements des deux derniers exercices, le Groupe s'est engagé à limiter ce montant à 17 millions d'euros en 2009.

ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Dès son origine le Groupe Guillin s'est imposé grâce à des produits novateurs et des créations originales. Pour maintenir sa position de leader, la politique d'innovation fondée sur

l'écoute et l'anticipation a un objectif : toujours conserver un concept d'avance.

L'anticipation : de l'intuition au principe

Démarche innée et intuitive chez le fondateur du Groupe, l'anticipation est devenue un principe fondamental, moteur de développement et gage de maintien du leadership sur les marchés. Elle est au cœur des préoccupations des bureaux d'études des sociétés du Groupe dont le rôle est d'imaginer des produits toujours mieux adaptés aux besoins des clients.

L'innovation au cœur du succès

Veille des évolutions et des tendances du marché, détection des besoins émergents, études pour le développement de nouveaux design, recherche de nouvelles fonctionnalités produits, et de nouveaux matériaux... sont les facteurs du succès de la politique d'innovation du Groupe. Des bains spéciaux ont, par exemple, été mis au point pour garantir un effet anti-buée aux emballages plastiques.

Les produits phares étant l'objet de nombreuses contrefaçons, une politique active en matière de propriété industrielle a été mise en place dès 1978.

Le Groupe gère aujourd'hui un portefeuille de près de 300 titres de propriété industrielle.

Ces études et recherches concernent également de nouvelles technologies et plus particulièrement pour l'activité matériels des projets pour la lutte contre les maladies nosocomiales (cabine de lavage).

Le design : un accessoire de séduction stratégique

Souvent considéré comme accessoire, le design est conçu au sein du Groupe Guillin comme une composante essentielle du produit. Sa capacité de séduction et de persuasion tant auprès d'un client, d'un prospect, que du consommateur final est capitale. Toute recherche sur un nouveau produit, qu'il soit destiné au marché des métiers de bouche ou des fruits et légumes, intègre en amont une réflexion poussée sur le design pour le rendre moderne, fonctionnel et parfaitement adapté au besoin de l'utilisateur final.

Comme chaque année, le Groupe Guillin consacre environ 1 % de son chiffre d'affaires à la Recherche et Développement pour le secteur emballages et 4% pour le secteur matériels.

Les efforts de recherche et développement dans les différents secteurs doivent permettre au Groupe d'augmenter son offre produits ainsi que d'améliorer ses prix de revient par la réduction de la consommation des matières et des énergies, le tout s'inscrivant dans une politique de développement durable.

L'ensemble des coûts de Recherche et Développement est comptabilisé en charges d'exploitation. En effet, les efforts de développement engagés par le Groupe en vue de la conception de produits, de processus de fabrication nouveaux ou améliorés, ne rentrent que très tardivement dans l'étape où ils sont des actifs éligibles aux critères de la norme IAS 38. L'avantage concurrentiel et technologique du Groupe ne se manifeste que lorsque les nouveaux produits sont sur le marché.

IV L'ACTIVITE DU GROUPE GUILLIN EN 2008

RESULTATS CONSOLIDES

Compte de résultat

L'année s'est déroulée en 2 phases. Les 8 premiers mois caractérisés par une forte inflation du prix des matières premières, au plus haut en août, les 4 derniers mois en déflation avec une accélération sur la fin de l'année. Suite à la pression concurrentielle, le Groupe a été dans la quasi-impossibilité d'augmenter ses prix de vente.

Le PAO progresse de 2,4 % sur l'année et est en baisse de 1,6 % sur le dernier trimestre. La marge augmente de 1,4 million d'euros mais baisse en valeur relative de 0,8 point par rapport à la production.

La marge du secteur emballages baisse de 1,2 million d'euros par rapport à 2007, et de 0,8 point en valeur relative. Cette variation de la marge s'explique essentiellement par une augmentation du coût d'achat de 2,2 millions d'euros et par une hausse des volumes de 0,7% par rapport à 2007 générant un gain de 1 million d'euros.

La marge du secteur matériels augmente de 2,4 millions d'euros due essentiellement à une forte augmentation du PAO de 17,8% par rapport à 2007.

Le résultat opérationnel récurrent s'élève à 20,8 millions d'euros en 2008 (24,1 en 2007) en retrait de 3,3 millions d'euros soit 13,9%.

Les frais fixes représentent 6,4% du PAO en 2008, ils progressent légèrement de 0,4 point par rapport à 2007 en raison essentiellement d'un effort réalisé sur l'entretien des matériels et des machines ainsi qu'au coût du salon de l'emballage qui a lieu tous les deux ans.

Les frais variables augmentent en proportion des quantités vendues ou fabriquées. L'ensemble des coûts variables a subi l'inflation sur les 9 premiers mois de l'année. Les coûts de l'énergie électrique ont encore fortement augmenté notamment dans les filiales étrangères du Groupe.

Les frais de personnel augmentent de 1,1 million d'euros et représentent 20,6% du PAO en 2008 contre 20,8 % en 2007.

L'augmentation des dotations aux amortissements de 1 million d'euros est la conséquence des programmes d'investissements des dernières années.

Le résultat opérationnel est en baisse de 27,3 % par rapport à 2007 soit 6,5 millions d'euros, cette diminution est due à la baisse du résultat opérationnel récurrent de 3,3 millions d'euros et à une dépréciation des actifs de Veripack (perte de valeur) de 3,2 millions d'euros. Un test de dépréciation a été notamment réalisé chez Veripack. Ce test a été effectué en déterminant une valeur d'utilité sur la base des flux futurs de trésorerie établis à partir d'un business plan

à 5 ans actualisé au coût du capital de 9,23% et une croissance à l'infini de 2%. La prime de risque, utilisée pour le calcul du coût du capital, est de 9,90% (Source : Vernimmen décembre 2008) afin de traduire le caractère particulièrement aléatoire et incertain du contexte économique actuel. Ce business plan intègre les hypothèses suivantes : la réussite en 2009 de la renégociation du contrat social de Veripack et la reprise de l'activité en 2010.

Le coût de l'endettement financier augmente de 0,8 million d'euros conséquence de l'augmentation des taux et de la dette financière en 2008 de 10,8 millions d'euros.

Les autres charges financières augmentent de 1,2 million d'euros essentiellement dues à la forte baisse de la GBP et du PLN sur le dernier trimestre 2008 ; au 31/12/2008, l'évaluation des comptes bancaires en devises à leur juste valeur s'est traduite par une charge de 0,6 million d'euros.

Le résultat net baisse de 36,9 % soit 4,9 M€ conséquence de la baisse du résultat opérationnel, de l'augmentation du coût de l'endettement et des autres charges financières.

La capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts s'élève à 36,1 millions d'euros, représente 11,5% du PAO. Le résultat opérationnel baisse de 6,5 millions d'euros alors que la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts ne diminue que de 2,2 millions d'euros, conséquence de la forte augmentation des amortissements et perte de valeur des actifs non courants de 4,2 millions d'euros.

Il est à noter que la capacité d'autofinancement après impôt et coût de l'endettement s'élève à 28,9 millions d'euros, soit de 9,2% du PAO en progression de 2,3 millions d'euros par rapport à 2007 traduisant, dans un contexte économique particulièrement troublé, une réelle performance.

Bilan

La structure financière 2008 est saine. La situation nette s'élève à 119,6 millions d'euros. La dette financière nette est de 56 millions d'euros, le taux d'endettement (gearing) s'établit à 0,47 contre 0,37 en 2007. Il est à noter que 6,3 millions d'euros d'actions d'auto-contrôle, représentant 8,4 % du total des actions du Groupe Guillin, ont été présentés en diminution des capitaux propres conformément aux normes IFRS.

L'endettement au 31/12/2008 augmente de 10,8 millions d'euros conséquence d'un fort programme d'investissement de 25,4 millions d'euros représentant 8,1% du PAO.

Il est à noter la bonne maîtrise du besoin en fonds de roulement s'améliorant de 1 million d'euros, permettant de générer un flux net de trésorerie généré par l'activité de 27,5 millions d'euros en progression de 0,4 million d'euros.

Par rapport à une capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts de 36,1 millions d'euros, la dette financière nette en représente 1,6 année et 1,2 année pour la dette financière à plus d'un an.

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2008 se soldant par un bénéfice de 7 137 176,74 euros, de la manière suivante :

- aux actionnaires à titre de dividendes, pour :.....4 065 750,00 €
- après prélèvement du report à nouveau :.....267 784,40 €
- le solde, soit la somme de :.....3 339 211,14 €
étant affecté à la réserve ordinaire.

Le dividende revenant à chaque action est ainsi fixé à 2,00 €

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la réfaction est de 40% pour les dividendes versés à partir de 2006 (article 158-3-2° du CGI) uniquement pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2008

Aucun événement particulier à la date du 31 mars 2009 ne s'est produit depuis la clôture de l'exercice 2008 qui soit de nature à modifier les comptes 2008.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

« À court terme, les perspectives économiques sont peu favorables. Tous les indicateurs illustrent une baisse générale de la confiance, tant chez les consommateurs que les investisseurs. Cette baisse n'est pas propre à la France ; elle se manifeste même beaucoup plus fortement chez nos partenaires et aux États-Unis. Les indicateurs, toutefois, nous renseignent seulement sur l'avenir proche. Au-delà d'un ou deux trimestres, la prévision s'appuie davantage sur l'analyse, la réflexion, le jugement. Dans les circonstances actuelles, c'est particulièrement difficile. Il est tentant, pour comprendre la situation et décrypter l'avenir, de tirer des leçons du passé par simple analogie. De fait, s'ancre depuis quelques temps l'idée selon laquelle, sur la foi du passé, toute crise bancaire a nécessairement des conséquences profondes et durables. Les tenants optimistes de cette proposition prédisent une crise « à la suédoise », plutôt courte. Les tenants pessimistes renvoient à la « décennie perdue » qu'a traversée le Japon à la suite des krachs boursier et immobilier. Non seulement la situation économique, aujourd'hui, est profondément singulière, mais aussi elle est gérée très différemment des crises passées. La réaction de politique économique a été, dans tous les pays, particulièrement vigoureuse et rapide. De plus, nous assistons au renversement du choc des prix de l'énergie et des matières premières qui a fortement pénalisé la croissance de l'économie au cours du premier semestre de 2008. Les prix sont désormais en baisse. Si cette tendance se confirme, ou simplement se stabilise, on peut anticiper un ralentissement progressif, mais marqué, de l'inflation. Ceci devrait spontanément procurer aux ménages un pouvoir d'achat supplémentaire. »

(Source Banque de France Documents et débats N°2 Février 2009).

Le Groupe Guillin partage l'analyse de la Banque de France et constate que l'environnement économique 2009 est particulièrement aléatoire et incertain. Le Groupe Guillin prend toutes les dispositions nécessaires pour s'adapter à ce nouveau paysage économique. Il a de nombreux atouts, ses innovations, ses investissements très significatifs ces dernières années, sa réactivité commerciale et industrielle, sa capacité à générer du cash flow et sa structure financière qui lui permettront de traverser cette crise, d'une rare ampleur.

Le Groupe Guillin reste positionné sur des marchés européens porteurs et en croissance à moyen terme. Doté d'unités de production puissantes spécialisées par produit et par matière, et grâce à une politique volontariste d'investissements et de croissance externe, le Groupe Guillin offre à ses clients une gamme de produits de qualité unique et reconnue lui permettant d'aborder son avenir avec sérénité.

Toutefois, dans ce contexte économique incertain, nous ne sommes pas en mesure de donner de prévisions.

REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION

Les rémunérations et avantages en nature alloués au titre de l'exercice 2008 aux organes de direction du Groupe Guillin dans le cadre de leurs fonctions dans les sociétés contrôlées s'élèvent à 0,5 million d'euros net de charges et d'impôts.

V LES RISQUES LIES A L'ACTIVITE DU GROUPE GUILLIN

L'information relative aux risques du groupe est disponible dans l'annexe consolidée (§ 2.22)

VI LE GROUPE GUILLIN ET LA BOURSE

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION

Le plus haut cours de l'année 2008 a été de 68 euros le 2 janvier 2008 et le plus bas à 31 euros le 29 décembre 2008. Le cours de clôture au 31/12/2008 était de 32,20 euros contre 67,9 euros au 31/12/2007. Au 25 mars 2009, le cours était à 33,75 euros. En 2008, 186 216 titres ont été échangés pour une valeur totale de 9,1 millions d'euros. En 2007, il y a eu 111 741 titres échangés pour un montant de 8,1 millions d'euros.

Le Groupe Guillin a réalisé des opérations d'achats et de ventes de ses propres actions en 2008, elles se décomposent de la manière suivante :

	QUANTITES	VALEURS DU PORTEFEUILLE	COURS MOYEN UNITAIRE DE LA TRANSACTION	PRIX DE VENTE	COURS MOYEN UNITAIRE DE LA TRANSACTION
Titres au 01/01/2008					
contrat d'animation	4 013	297 177,49	74,05		
contrat croissance externe	70 273	1 721 302,08	24,49		
Total	74 286	2 018 479,57	27,17		
Achats	102 414	4 711 119,61	46,00		
Ventes	-4 894	-355 320,48	72,60	259 769,37	53,08
Titres au 31/12/2008					
contrat d'animation	7 411	393 165,82	53,05		
contrat croissance externe	164 395	5 981 112,88	36,38		
Total	171 806	6 374 278,70	37,10		

INFORMATIONS SPECIFIQUES

Participations dans le capital de la Société

En application de l'article L 233-13 du Code de Commerce, nous vous donnons les indications suivantes en fonction des informations reçues en vertu des dispositions des articles L 233-7 et L 233-12 du Code de Commerce :

Identité des personnes morales ou physiques détenant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote au 02/03/2009.

SEUILS	ACTIONS	DROITS DE VOTE
		AGM
5%	Stock Picking FCP Agressor	Stock Picking FCP Agressor Caceis Bank Luxembourg
10%		
15%	SC La Brayère SC L'Atelier SC Le Château	SC La Brayère SC L'Atelier SC Le Château
20%		SC La Brayère
25%		
33,33%		
50%	SC La Brayère (1) SC L'Atelier (2) SC Le Château (3)	SC La Brayère (1) SC L'Atelier (2) SC Le Château (3)
66,66%		
90%		
95%		

(1) (2) (3) SC La Brayère, SC L'Atelier, SC Le Château agissent de concert

Participation des salariés au capital social

Vu les dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, il est précisé qu'aucun salarié de la Société ne détient une participation au capital qui soit matérialisée par des titres faisant l'objet d'une gestion collective ("Plan d'Epargne d'Entreprise - PEE" ou "Fonds Commun de Placement d'Entreprise - FCPE") ou qui soit frappée d'une quelconque mesure d'inaccessibilité.

Attribution d'actions gratuites aux salariés de la société

Les bénéficiaires des actions gratuites sont sélectionnés en fonction de leur niveau de responsabilité et de leur performance individuelle. Les actions sont attribuées définitivement après un délai de deux ans et sont librement cessibles après un délai de quatre ans à compter de la date d'attribution initiale.

Au titre de l'autorisation donnée par l'Assemblée mixte du 2 juin 2006 :

Date d'attribution des actions	Nombre de bénéficiaires *	Nombre total d'actions attribuées
20/02/2008	3	1050

* les bénéficiaires concernés sont des Cadres Dirigeants non mandataires sociaux.

Participation dans le capital d'autres Sociétés

Il n'existe aucune participation croisée entre la Société et une ou plusieurs autres.

Dépenses non déductibles

Il a été intégré dans l'assiette de calcul de l'impôt sur les Sociétés en application des dispositions de l'article 39-4 du code général des impôts la somme de 22 775 euros. L'impôt correspondant a représenté 7 592 euros.

Montant des dividendes des trois derniers exercices

Conformément à la loi, nous vous rappelons que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

AU TITRE DE L'EXERCICE	REVENUS ELIGIBLES A LA REFACTION		REVENUS NON ELIGIBLES A LA REFACTION
	DIVIDENDES	AUTRES REVENUS DISTRIBUES	
2007	2,30 €	NEANT	NEANT
2006	2,00 €	NEANT	NEANT
2005	2,00 €	NEANT	NEANT

Le Conseil d'Administration

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL EN COURS DE VALIDITE

En Euros	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) les années précédentes	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Autorisation d'augmenter le capital avec maintien du DPS	06.06.08	06.08.10	20 Millions d'euros	Néant	Néant	20 Millions d'euros
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS	06.06.08	06.08.10	20 Millions d'euros	Néant	Néant	20 Millions d'euros
Autorisation d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE	06.06.08	06.08.10	378.000 €	Néant	Néant	378.000 €
Autorisation d'attribuer des actions gratuites à émettre	02.06.06	02.08.09	10 % du capital			

B - COMPTES CONSOLIDES

I- BILAN CONSOLIDE

ACTIF		31/12/2008	31/12/2007
Actifs non courants			
Goodwill	Note 4	33 037	32 159
Autres immobilisations incorporelles	Note 4	886	909
Immobilisations corporelles	Note 5	107 914	106 201
Participations dans les entreprises associées	Note 6	942	883
Actifs financiers non courants	Note 6	284	520
Impôts différés actif	Note 28	2 643	2 917
Total des actifs non courants		145 706	143 589
Actifs courants			
Stocks et en-cours	Note 7	41 992	41 248
Créances Clients	Note 8	77 129	79 234
Créance d'impôt sociétés		3 348	260
Autres créances et actifs courants	Note 9	4 968	6 259
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 10	7 258	9 352
Total des actifs courants		134 695	136 353
Total actif		280 401	279 942

PASSIF		31/12/2008	31/12/2007
Capitaux propres			
Capital		12 604	12 604
Primes d'émission, de fusion, d'apport		4 929	4 929
Actions propres	Note 11	-6 328	-2 018
Réserves consolidées		99 955	92 733
Résultat consolidé - Attribuable au Groupe		8 388	13 293
Capitaux propres - Attribuable au Groupe		119 548	121 541
Intérêts minoritaires sur réserves		14	14
Intérêts minoritaires sur résultat		1	2
Intérêts minoritaires		15	16
Total capitaux propres		119 563	121 557
Passifs non courants			
Provisions pour retraite et avantages similaires	Note 12	5 354	6 408
Provisions non courantes	Note 13	1 256	1 067
Emprunts et dettes financières long terme	Note 14	43 144	25 226
Impôts différés passif	Note 28	12 886	12 872
Total passifs non courants		62 640	45 573
Passifs courants			
Provisions courantes	Note 13	567	951
Emprunts et dettes financières court terme	Note 14	20 131	29 377
Dettes fournisseurs	Note 15	53 985	54 812
Dettes d'impôt sociétés		384	2 312
Autres dettes et passifs courants	Note 16	23 131	25 360
Total passifs courants		98 198	112 812
Total passif		280 401	279 942

II- RESULTAT CONSOLIDE

		31/12/2008	31/12/2007
Produits des activités ordinaires	Note 17	313 896	306 626
Autres produits de l'activité		17	6
Variation des stocks de produits en cours et produits finis		1 231	1 140
Production immobilisée		1 670	1 134
Achats consommés	Note 18	-149 267	-143 271
Autres achats et charges externes	Note 19	-59 187	-56 770
Impôts et taxes	Note 20	-5 549	-5 065
Charges de personnel	Note 21	-64 793	-63 735
Dotations aux amortissements	Note 22	-16 879	-15 916
Dotations aux provisions	Note 23	416	703
Autres produits et charges d'exploitation	Note 24	-763	-713
Autres charges opérationnelles	Note 25	-3 235	0
Résultat opérationnel		17 557	24 139
Coût de l'endettement financier net	Note 26	-2 858	-2 098
Autres produits et charges financiers	Note 27	-1 690	-532
Quote-part dans les résultats des participations associées	Note 6	59	63
Impôts sur les résultats	Note 28	-4 679	-8 277
Résultat		8 389	13 295
* Attribuable au groupe		8 388	13 293
* Attribuable aux minoritaires		1	2
Résultat par action (en euros)	Note 30	4,40	6,79
Résultat dilué par action (en euros)	Note 31	4,39	6,78

III- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	31/12/2008	31/12/2007
Résultat consolidé	8 389	13 295
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur sur actifs non courants Note 33	20 114	15 916
Dotations nettes aux provisions	-416	-703
Plus values et moins values de cessions	392	206
Autres produits et charges calculés	175	-692
Quote-part de résultat des participations associées	-59	-63
Coût de l'endettement financier net	2 858	2 098
Charge d'impôt (y compris différés)	4 679	8 277
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt Note 33	36 132	38 334
Impôts versés	-9 650	-8 514
Variation des stocks nets de dépréciations	-745	-3 082
Variation des clients nets de dépréciations	2 105	3 658
Variation dettes fournisseurs	-827	-4 782
Variation des autres dettes et créances	516	1 506
Total variation du Besoin en Fonds de Roulement	1 049	-2 700
Flux net de trésorerie généré par l'activité	27 531	27 120
Acquisitions d'immobilisations industrielles	-25 412	-26 841
Cessions d'immobilisations	305	628
Variation des créances et dettes sur immobilisations	-935	1 819
Incidence des écarts de conversions sur les variations de périmètres		
Autres flux liés aux opérations d'investissement	23	
Investissement net financier		-1 455
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-26 019	-25 849
Nouveaux emprunts	32 674	15 754
Remboursement emprunts	-16 780	-12 585
Intérêts payés	-2 913	-2 041
Dividendes versés aux actionnaires et aux minoritaires	-4 409	-3 904
Rachats ou ventes d'actions propres	-4 414	1 473
Autres flux liés aux opérations de financement		
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	4 158	-1 303
Incidence des écarts de conversion	-967	49
Variation nette de la trésorerie	4 703	17
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	-1 155	-1 172
Trésorerie à la clôture de l'exercice Note 33	3 548	-1 155

IV- ETAT DES PROFITS ET DES PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2008	2007
Résultat net de la période	8 389	13 295
Ecarts actuariels sur les avantages au personnel	397	658
Impôt différé sur écarts actuariels	-132	-191
Ecarts de conversion	-1 862	226
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres	-1 597	693
Résultat net de la période retraité des charges et produits comptabilisés en capitaux propres	6 792	13 988
Part revenant aux actionnaires de la société mère	6 791	13 986
Part revenant aux minoritaires	1	2

V- ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

1 Présentation du Groupe et faits marquants

1.1 Présentation du Groupe

Groupe Guillin est une société anonyme de droit français qui est domiciliée à Ornans, en France.

Le Groupe Guillin possède deux métiers :

- l'emballage à destination des métiers de bouche (alimentation, traiteur, pâtisserie, ...) et des fruits et légumes ;
- le matériel (logistique, plats collectifs)

Les états financiers consolidés du Groupe Guillin pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 comprennent la société mère et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés du Groupe, ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16/03/2009. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 05/06/2009.

1.2 Evénements significatifs survenus au cours de l'exercice

Le 14 mai 2008, la filiale Rescaset Concept a acquis l'activité « Emballages » de la société Adequation Packaging qui avait réalisé en 2007 un chiffre d'affaires de 2.6 millions d'euros dans cette activité.

2 Méthodes et principes comptables

En application du règlement n° 1606/2002 du Conseil Européen adopté le 19 juillet 2002, les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2008 sont établis en conformité avec les normes comptables élaborés par l'IASB telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la date de clôture et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers présentés ne tiennent pas compte des projets de normes et interprétations qui ne sont encore, à la date de clôture, qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB (International Accounting Standards Board) et à l'IFRIC.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Lors de la première application du référentiel IFRS en 2005 les options suivantes ont été retenues :

- les regroupements d'entreprises antérieurs à 2004 n'ont pas été retraités
- les actifs immobilisés n'ont pas été réévalués
- les normes relatives aux instruments financiers ont été appliquées à compter du 1^{er} janvier 2004.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration d'IFRS 7 « Instruments financiers-Informations à fournir », l'IASB a modifié la norme IAS 1 « Présentation des états financiers – informations à fournir sur le capital ». Ces normes, appliquées par le Groupe à partir du 1^{er} janvier 2007, n'avaient pas fait l'objet d'une application anticipée. Les nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur en 2008 (amendement IAS 39, IFRIC 11) n'ont pas eu d'impact sur les états financiers du Groupe.

Les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB, et non encore entrés en vigueur, n'ont pas été appliqués par anticipation et ne devraient pas avoir d'incidences significatives sur les états financiers consolidés.

2.1 Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

2.2 Estimations et hypothèses affectant les actifs et les passifs

Pour préparer les informations financières conformément aux IFRS, la Direction du Groupe procède à des estimations et fait des hypothèses qui peuvent affecter, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les estimations concernent plus particulièrement la durée d'utilité des immobilisations corporelles, la dépréciation des actifs et les avantages au personnel. Les hypothèses utilisées pour ces estimations figurent respectivement en note 2.8 et en note 4, et celles concernant les avantages au personnel sont spécifiées en note 12.

2.3 Périmètre et méthodes de consolidation

Société	Siren ou N° d'identification	Pays	Siège social	Activité	% d'intérêt	
					2007	2008
GROUPE GUILLIN	349 846 303	France	Ornans	Holding	100,00%	100,00%
ALPHAFORM	302 238 829	France	Beausemblant	Industrie	99,96%	99,96%
DYNAPLAST	303 074 538	France	Saint-Florentin	Industrie	99,99%	99,99%
GPI UNITED KINGDOM		G. Bretagne	Londres	Négoce	100,00%	100,00%
GUILLIN EMBALLAGES	322 409 913	France	Ornans	Industrie	99,99%	99,99%
NESPAK		Italie	Massa Lombarda	Industrie	100,00%	100,00%
SOCAMEL TECHNOLOGIES	70 503 016	France	Renage	Industrie	100,00%	100,00%
RESCASET CONCEPT	301 669 735	France	Renage	Négoce	99,99%	99,99%
CIDELCEM GmbH		Allemagne	Kehl	Négoce	100,00%	100,00%
GUILLIN ITALIA		Italie	Arcore	Négoce	100,00%	100,00%
GUILLIN ESPAÑA		Espagne	Sant Boi de Llobregat	Négoce	100,00%	100,00%
GUILLIN Portugal	508747481	Portugal	Lisboa	Négoce		100,00%
ANIS OPAKOWANIA	202333	Pologne	Olesnica	Industrie	99,98%	99,98%
FORM'PLAST	408 067 262	France	Chantrans	Industrie	30,00%	30,00%
VERIPACK EMBALAJES	B 329606	Espagne	Barbera del Vallés	Industrie	100,00%	100,00%
PREMIER PACKAGING	2 158 158	G. Bretagne	Canterbury	Négoce	100,00%	100,00%
SOCAMEL UK	6308811	G. Bretagne	Londres	Négoce	100,00%	100,00%

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote ou lorsque le Groupe détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose :

- du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres

investisseurs ;

- du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ;
- du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe ; ou
- du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les transactions et soldes intra-groupe sont éliminés.

Les intérêts minoritaires sont la quote-part, dans les résultats et dans l'actif net d'une filiale, attribuable aux intérêts qui ne sont détenus par la société mère, ni directement, ni indirectement par l'intermédiaire des filiales.

Les comptes des filiales sont tous arrêtés au 31 décembre.

2.4 Méthodes de conversion monétaire

Les éléments inclus dans les états financiers de chaque entité du Groupe sont évalués en utilisant la devise de l'environnement économique principal (monnaie fonctionnelle) dans laquelle l'entité opère. Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euro qui constitue la monnaie de présentation du Groupe.

2.4.1 Comptabilisation des opérations en devises étrangères

Les transactions en devise étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devise étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devise étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devise étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

2.4.2 Les états financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger, en l'absence d'activités à l'étranger dans une économie hyper inflationniste, sont convertis en euros en utilisant des cours approchant les cours de change aux dates de transactions. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

2.5 Présentation des états financiers

Le Groupe présente ses états financiers selon les principes contenus dans la norme IAS1 « Présentation des états financiers ».

Le Groupe procède à la ventilation de ses actifs et passifs en courant et non courant.

- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée ou dont on s'attend à une réalisation ou un règlement dans les 12 mois suivant la date de clôture sont classés en courant.
- Les actifs immobilisés sont classés en non courant.
- Les actifs financiers sont ventilés en courant et non courant.

- Les dettes financières devant être réglées dans les 12 mois après la date de clôture de l'exercice sont classées en courant. Inversement la part des dettes financières dont l'échéance est supérieure à 12 mois est classée en passif non courant.

- Les provisions entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions pour risques et charges sont classées en courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courants.

- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

2.5.1 Activités, actifs et passifs destinés à être cédés

En application d'IFRS 5, les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus dans leur état actuel, et dont la vente est hautement probable, sont présentés au bilan en actifs et passifs destinés à être cédés. La cession doit être réalisée dans l'année suivant cette présentation de l'actif ou du groupe d'actifs.

Les actifs, ou groupe d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des actifs coûts de cession inclus.

Pour les groupes d'actifs, leur résultat est présenté en distinguant le résultat des activités poursuivies des activités arrêtées et leur flux de trésorerie sont présentés sur une ligne distincte du tableau des flux de trésorerie.

2.6 Regroupements d'entreprises

En application d'IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode dite de l'acquisition, qui consiste à évaluer les actifs, passifs et les passifs éventuels de la société acquise à la juste valeur. L'écart entre le coût d'acquisition des actifs apportés ou des actions acquises et la part de l'acquéreur dans les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition est constaté sous la rubrique « Goodwill ». Si le coût d'acquisition est inférieur à la part du Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise évalués à leur juste valeur, cette différence est comptabilisée directement en résultat de l'exercice. Des ajustements de la juste valeur peuvent être opérés au cours des douze mois suivant l'acquisition.

2.7 Immobilisations incorporelles

2.7.1 Frais de recherche et développement

Conformément à IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables ;
- sa capacité de mesurer de manière fiable le coût de cet actif pendant sa phase de développement.

Une revue des principaux projets de recherche et développement est effectuée sur la base des informations disponibles auprès des services des bureaux d'études, pour recenser et analyser les projets en cours entrés le cas échéant en phase de développement selon IAS 38.

Les efforts de développement engagés par le Groupe en vue de la conception de produits, de processus de fabrication nouveaux ou améliorés, ne rentrent que très tardivement dans l'étape où ils sont des actifs éligibles aux critères de IAS 38. La reconnaissance d'avantages économiques futurs supplémentaires à long terme et pouvant être nettement différenciés des dépenses concourant au simple maintien ou à la mise à niveau de l'outil de production et des produits en vue de préserver l'avantage technologique et concurrentiel du Groupe n'est manifeste que lorsque les nouveaux produits sont sur le marché.

2.7.2 Goodwill

Conformément aux dispositions d'IFRS 3 – Regroupements d'entreprises et IAS 36 – Dépréciation d'actifs, les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an pour détecter d'éventuelles pertes de valeur.

Après leur comptabilisation initiale, les goodwill sont évalués au coût, diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles.

2.7.3 Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des brevets, marques et licences qui sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Concessions, brevets et droits similaires	3 - 20 ans
Logiciels	3 – 5 ans

2.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes. Compte tenu des incidences non significatives de l'approche par composant, cette dernière n'a trouvé à s'appliquer que sur les constructions.

L'amortissement utilisé par le Groupe pour les immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire, sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction d'une valeur résiduelle éventuelle, et sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque catégorie d'actif.

Les principales durées d'utilité retenues selon la nature des immobilisations sont :

Constructions industrielles	30 ans
Agencements et aménagements	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	2 - 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de transport	4 - 5 ans
Matériel informatique	2 - 5 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

Les biens utilisés au moyen d'un contrat de location financement, tel que défini par la norme IAS 17, qui, en substance, ont pour effet de transférer au groupe de façon substantielle les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont comptabilisés en actifs immobilisés. Les obligations financières correspondantes figurent en passifs financiers.

2.9 Test de perte de valeur des actifs immobilisés

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient.

Une unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. Celles-ci sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

Les UGT correspondent aux entités juridiques du Groupe Guillin.

La valeur comptable des goodwill a été affectée aux UGT définies par le Groupe et fait l'objet d'un test de dépréciation chaque année ou lorsque des événements indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'intervenir.

Ces événements correspondent à des changements significatifs qui affectent les objectifs et les hypothèses retenues lors de l'acquisition.

L'examen porte sur les actifs d'exploitation immobilisés et le besoin en fonds de roulement.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur vénale nette des coûts de cession et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés après impôt établis à partir des plans d'activité à 4 ans, étendu à 5 ans et, au delà de cet horizon.

Le taux de croissance retenu au delà de 5 ans correspond au taux de croissance de nos secteurs d'activité et à la zone géographique concernée.

L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée sur la base du coût moyen du capital calculé par le Groupe.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable et enregistrée sur la ligne « autres charges opérationnelles » du compte de résultat. Les dépréciations des goodwill comptabilisées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise.

2.10 Participations dans les entreprises associées

Les participations du Groupe dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les sociétés associées sont des entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle. Il s'agit de sociétés dans lesquelles le Groupe détient au moins 20% des droits de vote.

La valeur au bilan des titres mis en équivalence comprend le coût d'acquisition des titres (y compris le goodwill) augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de la société associée à compter de la date d'acquisition. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

2.11 Actifs financiers et Passifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes : les prêts et créances, les actifs financiers disponibles à la vente, les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat et les placements détenus jusqu'à leur échéance. Cette classification dépend de l'intention au moment de l'acquisition. Le groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale et réexamine cette classification lors de chaque clôture.

La ventilation des actifs et passifs financiers entre courants et non courants est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle est inférieure ou supérieure à un an.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39.

2.11.1 Placements financiers

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances qui sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance et que le Groupe a la capacité de conserver jusqu'à cette date.

Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur majoré des coûts de transaction directement

imputables à l'acquisition, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'éventuelle perte de valeur. L'actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation.

2.11.2 Instruments dérivés

Le Groupe procède à des couvertures de taux d'intérêts afin de gérer son risque de taux et de diminuer le coût global de sa dette, sans risque spéculatif.

Il peut également se couvrir pour les risques de change liés aux variations monétaires.

L'ensemble des instruments de couverture est comptabilisé au bilan, à l'actif, en autres actifs financiers non courant et au passif en emprunts et dettes financières non courant et évalué à la juste valeur.

La variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sur la ligne « coût de l'endettement financier net ».

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- une couverture de juste valeur permet une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecterait le résultat net présenté;
- une couverture de flux de trésorerie, couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction hautement probable et qui affecterait le résultat net présenté

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la mesure de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en autres produits et charges financiers. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

La juste valeur des instruments dérivés est enregistrée sur la base des montants communiqués par les contreparties bancaires validés par la Direction Financière du Groupe.

2.11.3 Créances clients et autres créances

L'évaluation initiale des prêts et créances s'effectue à la juste valeur, celle-ci correspondant généralement au montant facturé. Lorsqu'ils comportent des conditions avantageuses pour la contrepartie (délai de paiement par exemple) et que l'effet de l'actualisation est significatif, ces prêts et créances sont comptabilisés à la valeur des flux futurs de trésorerie actualisés au taux de marché. L'évaluation ultérieure se fait au coût amorti.

Les créances clients sont affectées en clients douteux dès l'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire ou lorsque la créance est mise en recouvrement contentieux. Elles sont dépréciées au cas par cas en fonction de leur ancienneté et de la situation dans laquelle se trouve le client. Une dépréciation est également effectuée lorsque les créances ont un retard significatif et lorsqu'un risque de litige est décelé.

Les créances courantes font l'objet de tests de dépréciation, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que la valeur recouvrable pourrait être inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

2.11.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie correspond aux soldes bancaires (actifs et concours bancaires) ainsi qu'aux caisses.

Les équivalents de trésorerie sont des OPCVM qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Ils sont classés au bilan à l'actif sur la ligne Trésorerie et au passif sur la ligne des emprunts et dettes financières court terme.

Les valeurs mobilières de placement sont, selon IAS 39, évaluées à la juste valeur à chaque clôture.

2.11.5 Emprunts

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif.

A la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.11.6 Autres dettes

Les autres dettes financières et d'exploitation sont initialement comptabilisées au bilan à la juste valeur. Celle-ci correspond généralement au montant de la facture lorsqu'il s'agit de dettes à court terme

2.12 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats. Ces stocks sont évalués au coût moyen pondéré.

Le coût des en-cours de production de biens, des produits intermédiaires et finis, est constitué des coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les frais financiers sont exclus des stocks. Ils sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts de revient incluent les matières premières, fournitures et main d'œuvre de production et les frais généraux industriels directs et indirects affectables aux processus de transformation et de production, sur la base d'un niveau d'activité normal.

2.13 Impôts sur le résultat

La charge d'impôt portée au compte de résultat est constituée de l'impôt exigible sur les résultats dû au titre de la période concernée et de toute autre charge ou produit d'impôt différé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilantielle du report variable sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs, et leur valeur fiscale.

Un impôt différé actif est comptabilisé sur les différences temporelles déductibles et sur les pertes fiscales reportables et crédits d'impôt dans la mesure où leur réalisation future paraît probable.

Les impôts différés sont calculés en fonction des derniers taux d'impôt adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture de chaque exercice.

Tous les montants résultant de modification de taux d'imposition sont comptabilisés au compte de résultat de l'année où la modification de taux est votée ou quasi-votée. En outre, l'incidence peut également être comptabilisée en capitaux propres si elle se rapporte à des éléments précédemment comptabilisés par capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

2.14 Capitaux propres

2.14.1 Actions propres

Indépendamment de l'objectif fixé, tous les titres d'autocontrôle sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les éventuels profits ou pertes au titre de la dépréciation, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres, sont imputés sur les capitaux propres.

2.15 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle résultant d'événements passés dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif (par exemple dans le cas de provisions pour risques environnementaux). L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée sur la ligne « autres produits et charges financiers ».

La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation de la charge future.

2.16 Provisions pour retraites et avantages assimilés

2.16.1 Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

2.16.2 Régimes à prestations définies

L'obligation nette du Groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures ; ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle, et minoré de la juste valeur des actifs du régime. Le taux d'actualisation est égal au taux, à la date clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie dont la date d'échéance est proche de celle des engagements du Groupe. Les calculs sont effectués en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Lorsque les avantages du régime sont améliorés, la quote-part des avantages complémentaires relatifs aux services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée en charges selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Si les droits à prestations sont acquis immédiatement, le coût des avantages est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat.

Le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation l'amendement IAS 19 publié dans le règlement CE n° 1910/2005 du 8 novembre 2005. Cet amendement introduit une option pour la comptabilisation des écarts actuariels, en les comptabilisant directement en capitaux propres.

2.16.3 Autres avantages à long terme

L'obligation nette du Groupe au titre des avantages à long terme autres que les régimes de retraite, est égale à la valeur des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Le montant de l'obligation est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Le taux d'actualisation est égal au taux, à la date de clôture, fondé sur des obligations d'entreprises de première catégorie dont les états d'échéances sont proches de

celles des engagements du Groupe.

- Programmes de médaille du travail, prévus le cas échéant par des accords d'entreprise, constituent des gratifications supplémentaires versées aux salariés qui justifient d'une certaine ancienneté au sein de leur société.
- Droit individuel à formation (DIF) est reconnu à tout salarié d'une entreprise française titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée et disposant d'une durée d'ancienneté d'au moins un an dans l'entreprise. Ce droit est de 20 heures par an cumulables sur 6 ans, soit une limite maximale de 120 heures.

2.16.4 Descriptions des régimes à prestations définies dans le Groupe Guillin

- Indemnités de départ en retraite (IDR) en France, « Trattamento di Fine Rapporto » (TFR) en Italie sont le plus souvent liées à des conventions collectives signées avec les salariés et concernent principalement des indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés. La réforme du système de pension italien a apporté des modifications dans le traitement du TFR. Celui-ci était géré jusqu'au 30 juin 2007 dans l'entreprise. Depuis le 1^{er} juillet 2007 les nouveaux droits, transféré à l'institut national de sécurité sociale (Istituto Nazionale di Previdenza Sociale, INPS) sont externalisés et gérés à travers un Fonds créé à cette fin.
- Contribution préretraite amiante (France), contribution à la charge des entreprises qui ont exposé leurs salariés à l'amiante. L'entreprise dont un salarié ou ancien salarié était admis, depuis la loi de financement de la sécurité sociale pour 2005, à bénéficier de la préretraite amiante était redevable d'une contribution sur la préretraite. Cette contribution préretraite amiante a été supprimée par la Loi de financement 2009 de la Sécurité Sociale. En conséquence les provisions antérieurement constituées ont été reprises au cours de l'exercice 2008.

2.17 Paiements fondés sur des actions

Conformément à IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions – les plans d'attributions gratuites d'actions attribués par le Groupe donnent lieu à la comptabilisation d'une charge de personnel étalée sur la période d'acquisition des droits.

2.18 Produits des activités ordinaires

Le produit des ventes est enregistré s'il est probable que les avantages économiques associés aux transactions iront au Groupe et si le montant des produits et des coûts encourus ou à encourir sur la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Le montant des ventes est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir après, le cas échéant, déduction de toutes remises commerciales, rabais sur volumes et similaires, participations commerciales, escomptes financiers. Les ventes de biens sont comptabilisées lorsqu'une entité du Groupe a délivré à l'acheteur les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien, généralement lorsque le bien a été livré à un client qui l'a accepté et dont le recouvrement est raisonnablement assuré. Les produits attachés à l'activité de service après vente sont comptabilisés sur la période pour laquelle la garantie est exerçable.

2.19 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en rapportant le résultat net « Part du Groupe » au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, sous déduction du nombre moyen pondéré d'actions auto-détenues par des sociétés consolidées.

2.20 Information sectorielle

Les différents secteurs d'activité du Groupe Guillin déterminés en application de la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle sont :

- Le secteur emballages
- Le secteur matériels

Le secteur primaire retenu est le secteur d'activité et le secteur secondaire correspond au secteur « Géographique » avec trois segments : France, Italie et Autres. Le produit des activités ordinaires est ventilé en fonction de la zone client et les investissements seront répartis selon la zone d'implantation.

2.21 Tableau de flux de trésorerie

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme la différence entre les soldes bancaires créditeurs et la Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Le Groupe utilise la méthode indirecte pour l'élaboration de son tableau de flux de trésorerie.

2.22 Gestion des risques

2.22.1 Risques économiques

Risque politique et économique

La stabilité politique européenne assure un environnement favorable pour le Groupe Guillin qui réalise 94,7% de son chiffre d'affaires sur cette zone économique. Le seul risque majeur identifié pourrait être celui d'une décision politique de l'Union Européenne qui viserait à interdire la production et la commercialisation de produits en matière plastique.

En 2008, le contexte économique européen et mondial a été des plus aléatoire et incertain. En effet, après une période de reprise de l'inflation et de fin de cycle économique, il y a eu la crise financière de septembre 2008 entraînant l'économie européenne et française dans une période de déflation, de décroissance économique.

Le Groupe Guillin a du donc s'adapter à ce nouvel espace économique avec une baisse du PIB sur le quatrième trimestre dans l'ensemble des pays européens.

L'année 2009 s'avère des plus incertaine et aléatoire, le Groupe Guillin, grâce à sa gestion anticipative et dynamique, mettra tout en œuvre et prendra toutes les décisions nécessaires pour s'adapter à la crise économique et pour passer ce cap délicat, comme il a toujours réussi à le faire par le passé.

Risque matières premières

Le Groupe Guillin utilise deux types de matières premières, les résines de matières plastiques pour le secteur emballages et l'inox pour le secteur matériels, toutes deux dépendant de cours mondiaux qui sont soumis aux lois de l'offre et de la demande ainsi que du comportement spéculatif de certains acteurs. Sur notre segment de marché, la fabrication des résines de matières plastiques participe à 5% de la consommation mondiale de pétrole, consommation non significative à l'échelle mondiale.

Risque social

Chaque filiale du Groupe Guillin est soumise aux législations applicables dans son pays d'implantation ainsi qu'aux accords contractuels passés. De fait, le risque majeur réside dans la mise en place de réglementation visant à décider d'augmentations salariales majeures sans concertation avec les entreprises. Ce risque est néanmoins limité dans la mesure où la masse salariale du Groupe Guillin ne représente que 20,1 % du chiffre d'affaires total.

Risque fiscal

Le résultat du Groupe dépend bien évidemment des différentes législations fiscales européennes. Il est à noter que le taux d'impôt sur les sociétés en France, est un des plus élevé d'Europe. Pour maîtriser les différentes législations fiscales, le Groupe a recours à des avocats fiscalistes compétents dans chaque pays.

Risque juridique

Le Groupe Guillin possède une direction juridique. Les risques juridiques peuvent bien évidemment dépendre des différentes réglementations juridiques européennes. En cas de nécessité, la Direction juridique fait appel à des avocats spécialisés dans chacun des pays concernés.

Propriété industrielle

Dans le cadre de la protection de son travail de Recherche et Développement, le Groupe Guillin procède régulièrement au dépôt de marques, de brevets et de modèles. Des actions en contrefaçon sont engagées pour faire valoir ses droits et confirmer son intention de les défendre.

Politique d'assurances

Afin de limiter les risques notamment incendie, bris de machines, pertes d'exploitation et responsabilité civile, etc... le Groupe Guillin a souscrit différentes polices auprès de Compagnies d'Assurances notoirement connues et solvables.

2.22.2 Risque monétaire

La gestion de trésorerie du Groupe Guillin est centralisée au niveau de la SA Groupe Guillin qui gère l'ensemble des besoins et prend toutes les décisions de trésorerie s'y rapportant, sécurisant ainsi la gestion de ce risque.

Risque clients

L'organisation du Groupe est basée sur des procédures très strictes établies afin de limiter au maximum le risque clients, les dépréciations des créances clients oscillant entre 0,1 à 0,2% du chiffre d'affaires chaque année. Les conditions générales de ventes du Groupe Guillin mentionnent une clause de réserve de propriété. De plus, une assurance crédit clients couvre 30% du chiffre d'affaires total du Groupe. Pour les clients non assurés, le Groupe Guillin juge le risque d'irrecouvrabilité faible. Le premier client ne représente pas plus de 5,2% du Chiffre d'Affaires du Groupe.

Risque de liquidité

La SA Groupe Guillin, dans le cadre de son plan et de son budget, négocie l'ensemble de ses besoins de trésorerie à court et moyen terme pour la totalité du Groupe. Compte tenu de la structure de son bilan et de l'échéance de ses dettes, le Groupe Guillin n'a eu aucun problème de liquidité en 2008. La plupart des besoins de trésorerie pour 2009 ont déjà été anticipés à ce jour.

Risques de taux et de changes

Toutes les opérations de couvertures de taux et de changes sont réalisées par la SA Groupe Guillin pour le compte de ses filiales. Plusieurs instruments financiers sont utilisés afin de gérer le risque de change sur la livre sterling et le dollar. Il est à noter que le Groupe est faiblement exposé au risque de change car les ventes en devises étrangères sont de l'ordre de 8% de son chiffre d'affaires. Chaque filiale du Groupe opère essentiellement dans son propre pays (achats et ventes en devises locales). Par conséquent, l'exposition du Groupe au risque de change sur les opérations commerciales est naturellement limitée.

L'endettement brut des sociétés industrielles et commerciales correspond principalement à des ressources longues qui ont été à l'origine consenties pour partie à taux fixe et pour partie à taux révisable. La dette à taux variable représente 89,1 % de la totalité de la dette financière nette. Les règles de contrôle sont particulièrement rigoureuses. L'utilisation d'instruments financiers ne peut se faire qu'avec l'accord de la Direction Générale du Groupe Guillin sur proposition de la Direction Financière. La forte volatilité de la valorisation des instruments financiers à la date d'arrêt nous incite à la prudence quant à l'utilisation de ces outils.

2.22.3 Risques environnementaux

La holding Groupe Guillin, située en pleine nature en Franche-Comté, a toujours été sensible aux préoccupations environnementales, aux économies d'énergie et de matières premières. Ses réflexions quotidiennes sur l'environnement font partie intégrante de son métier car elles sont le reflet d'une attitude citoyenne responsable. La gestion active du risque environnemental contribue à des opportunités en matière d'investissements permettant des améliorations de productivité et de rentabilité. Les risques sanitaires et environnementaux sont encadrés par des réglementations nationales et internationales strictes et précises faisant l'objet de contrôles réguliers des Pouvoirs Publics. Le Groupe Guillin est ainsi soumis à de nombreuses lois et réglementations européennes, nationales, régionales et locales en matière d'environnement, notamment concernant le traitement de tous les déchets. Une veille réglementaire est assurée permettant de se conformer aux lois et réglementations en vigueur dans les différents pays dans lesquels les sociétés du Groupe Guillin exercent leurs activités.

Toutes les sociétés de fabrication d’emballages sont certifiées ISO 9001 depuis plusieurs années. Elles recyclent la quasi totalité de leurs déchets de fabrication. Grâce à sa politique de Recherche et Développement, au quotidien et depuis plusieurs années, le Groupe Guillin réfléchit et met en œuvre des actions visant à optimiser le poids de chaque emballage, condition essentielle de la compétitivité et à la bonne gestion du risque environnemental.

Risque industriel

Le Groupe Guillin ne détient pas d’installations à très hauts risques. Cependant, la prévention des risques de dommages tels que les incendies ou des risques environnementaux fait l’objet d’un système de management spécifique. La quasi-totalité de nos locaux industriels est équipée de systèmes anti-incendie, de détection et de protection. La plupart des installations sont édifiées de façon à assurer la rétention des écoulements accidentels.

Ressource en eau

Les thermoformeuses et les extrudeuses sont refroidies par des circuits réfrigérés par de l’eau. Cette eau n’est pas rejetée dans la nature mais recyclée de façon permanente afin de refroidir en circuit fermé l’ensemble des machines.

Ressource en énergie

La minimisation de la consommation d’énergie est un objectif pour le Groupe Guillin. Il réfléchit à certaines actions qu’il pourrait entreprendre au cours des prochains mois, voire des prochaines années, certaines nécessitant des investissements importants.

Matières premières renouvelables

L’arrivée de nouveaux polymères réalisés à base de maïs est une solution intéressante pour l’environnement. Le Groupe Guillin a décidé stratégiquement de proposer au marché une offre d’emballages réalisée avec des matières premières renouvelables (PLA).

Risque météorologique

L’activité fruits et légumes du Groupe Guillin est sensible aux aléas climatiques, les quantités à produire pour satisfaire les besoins de la clientèle pouvant varier de façon significative d’une année à l’autre. Le Groupe Guillin par sa présence géographique et par la diversité de son offre produits limite ce risque. En Europe, la saison des fruits et légumes commence avec la fraise en février dans le sud de l’Espagne et fini avec les kakis début décembre en Italie. Le Groupe livre également dans les pays du Maghreb, en Amérique du Nord et en Afrique du Sud afin de suivre les saisons et élargir sa zone de commercialisation.

3 Evolution du périmètre de consolidation

La nouvelle société Guillin Portugal a été créée et intégrée globalement depuis le 30 octobre 2008.

NOTES SUR LE BILAN ACTIF
(en milliers d'Euros)

4 Immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets et droits similaires	Goodwill	Total
Valeurs brutes			
Au 01/01/2007	4 307	35 753	40 060
Acquisition	262		262
Cession	-48		-48
Variation de périmètre		763	763
Ecart de conversion	3	232	235
Autres (1)	291	-144	147
Au 31/12/2007	4 815	36 604	41 419
Amortissements et pertes de valeurs			
Au 01/01/2007	3 678	4 445	8 123
Dotation ⁽²⁾	291		291
Reprise	-47		-47
Ecart de conversion	3		3
Autres	-19		-19
Au 31/12/2007	3 906	4 445	8 351
Valeurs nettes comptables			
Au 01/01/2007	629	31 308	31 937
Au 31/12/2007	909	32 159	33 068

	Concessions, brevets et droits similaires	Goodwill	Total
Valeurs brutes			
Au 01/01/2008	4 815	36 604	41 419
Acquisition	272	2 050	2 322
Cession	-51		-51
Variation de périmètre			
Ecart de conversion	-8	-1 150	-1 158
Autres (1)	37	-22	15
Au 31/12/2008	5 065	37 482	42 547
Amortissements et pertes de valeurs			
Au 01/01/2008	3 906	4 445	8 351
Dotation ⁽²⁾	332		332
Reprise	-51		-51
Ecart de conversion	-8		-8
Autres			
Au 31/12/2008	4 179	4 445	8 624
Valeurs nettes comptables			
Au 01/01/2008	909	32 159	33 068
Au 31/12/2008	886	33 037	33 923

(1) Modification des goodwill suite aux ajustements de prix sur titres Guillin Italia et Premier Packaging en 2007 et Premier Packaging en 2008.

(2) Les dotations sont comprises sur la ligne « Dotations aux amortissements » du compte de résultat.

Le Groupe Guillin, comme chaque année, consacre un effort important en matière de Recherche et Développement ; on peut estimer ce chiffre de l'ordre de 1% du chiffre d'affaires pour le secteur emballage. Ces études concernent de nouvelles formes, de nouvelles fonctionnalités et des tests sur des nouveaux matériaux.

Goodwill	31/12/2008			31/12/2007		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Alphaform	5 192		5 192	5 192		5 192
Anis	4 153		4 153	4 800		4 800
Dynaplast	4 269	-2 153	2 116	4 269	-2 153	2 116
Groupe Guillin	555	-355	200	355	-355	
Guillin Emballages	230	-230		230	-230	
Guillin Italia	872		872	872		872
Premier Packaging	809		809	1 174		1 174
Rescaset Concept	11 732		11 732	9 882		9 882
Socamel Technologies	9 132	-1 707	7 425	9 132	-1 707	7 425
Socamel UK	538		538	698		698
Total	37 482	-4 445	33 037	36 604	-4 445	32 159

Deux hypothèses de primes de risque ont été retenues pour les tests de valeur :

Hypothèse 1 : Prime de risque 8.01% (Source Vernimmen décembre 2008)

	31/12/2008	31/12/2007
Coût moyen pondéré du capital	8,14%	7,36%
Taux de croissance à l'infini	2,00%	2,00%

Hypothèse 2 : Prime de risque 9.90% (Prime proposée par « Associés en finance » Source Vernimmen décembre 2008)

	31/12/2008	31/12/2007
Coût moyen pondéré du capital	9,23%	7,36%
Taux de croissance à l'infini	2,00%	2,00%

Les deux hypothèses retenues n'ont pas conduit à constater de dépréciation de Goodwill

5 Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Matériel	Autres	En cours	Total
Valeurs brutes						
Au 01/01/2007	2 382	60 003	157 401	12 032	2 488	234 306
Acquisition	379	3 932	11 104	945	10 191	26 551
Cession et mise au rebut		-673	-5 414	-379	-83	-6 549
Variation de périmètre			51	36		87
Ecart de conversion		3	145	66	4	218
Autres	784	161	881	649	-2 465	10
Au 31/12/2007	3 545	63 426	164 168	13 349	10 135	254 623
Amortissements et pertes de valeurs						
Au 01/01/2007		29 929	99 450	8 746		138 125
Dotation ⁽¹⁾	1	2 321	12 327	975		15 624
Reprise		-633	-4 777	-333		-5 743
Variation de périmètre						
Ecart de conversion		3	47	22		72
Autres		88	-22	278		344
Au 31/12/2007	1	31 708	107 025	9 688		148 422
Valeurs nettes comptables						
Au 01/01/2007	2 382	30 074	57 951	3 286	2 488	96 181
Au 31/12/2007	3 544	31 718	57 143	3 661	10 135	106 201

	Terrains	Constructions	Matériel	Autres	En cours	Total
Valeurs brutes						
Au 01/01/2008	3 545	63 426	164 168	13 349	10 135	254 623
Acquisition	77	2 190	10 131	1 075	9 609	23 082
Cession et mise au rebut		-28	-4 059	-392	-100	-4 579
Variation de périmètre						
Ecart de conversion	-142	-359	-385	-340	-15	-1 241
Autres	1	5 524	6 510	687	-12 758	-36
Au 31/12/2008	3 481	70 753	176 365	14 379	6 871	271 849
Amortissements et pertes de valeurs						
Au 01/01/2008	1	31 708	107 025	9 688		148 422
Dotation ⁽¹⁾	3	2 779	12 581	1 184		16 547
Perte de valeur ⁽²⁾			3 235			3 235
Reprise		-27	-3 512	-360		-3 899
Variation de périmètre						
Ecart de conversion		-21	-172	-177		-370
Autres			16	-16		
Au 31/12/2008	4	34 439	119 173	10 319		163 935
Valeurs nettes comptables						
Au 01/01/2008	3 544	31 718	57 143	3 661	10 135	106 201
Au 31/12/2008	3 477	36 314	57 192	4 060	6 871	107 914

(1) Les dotations sont comprises sur la ligne « Dotations aux amortissements » du compte de résultat.

(2) Les pertes valeur sont comprises sur la ligne « Autres charges opérationnelles » du compte de résultat.

Le test de valeur de la filiale Veripack Embalajes fait ressortir une valeur d'utilité de 16 040 k€ avec un taux d'actualisation de 9.23 % et un taux de croissance à l'infini de 2 %, ce qui conduit à comptabiliser une dépréciation de 3 235 k€.

Dont immobilisations corporelles en location financement :

	Matériel	Total
Valeurs brutes		
Au 01/01/2007	10 358	10 358
Acquisition	843	843
Cession et mise au rebut	-6 988	-6 988
Variation de périmètre		
Ecart de conversion	8	8
Autres	-107	-107
Au 31/12/2007	4 114	4 114
Amortissements et pertes de valeurs		
Au 01/01/2007	9 018	9 018
Dotations ⁽¹⁾	463	463
Reprise	-6 805	-6 805
Ecart de conversion	3	3
Autres	-51	-51
Au 31/12/2007	2 628	2 628
Valeurs nettes comptables		
Au 01/01/2007	1 340	1 340
Au 31/12/2007	1 486	1 486

	Matériel	Total
Valeurs brutes		
Au 01/01/2008	4 114	4 114
Acquisition	402	402
Cession et mise au rebut	-903	-903
Variation de périmètre		
Ecart de conversion	-10	-10
Autres	-22	-22
Au 31/12/2008	3 581	3 581
Amortissements et pertes de valeurs		
Au 01/01/2008	2 628	2 628
Dotations ⁽¹⁾	424	424
Reprise	-769	-769
Ecart de conversion	-3	-3
Autres	-11	-11
Au 31/12/2008	2 269	2 269
Valeurs nettes comptables		
Au 01/01/2008	1 486	1 486
Au 31/12/2008	1 312	1 312

(1) Les dotations sont comprises sur la ligne « Dotations aux amortissements » du compte de résultat.

6 Participations dans les entreprises associées et autres actifs financiers non courants

	Autres titres immobilisés	Autres immobilisations financières	Instruments dérivés	Total
Au 01/01/2007	3	267	38	308
Acquisition		27		27
Cession	-1	-2	-18	-21
Perte de valeur				
Variation de périmètre				
Ecart de conversion				
Autres				
Au 31/12/2007	2	292	20	314

	Autres titres immobilisés	Autres immobilisations financières	Instruments dérivés	Total
Au 01/01/2008	2	292	20	314
Acquisition	4	4		8
Cession		-18	-20	-38
Perte de valeur				
Variation de périmètre				
Ecart de conversion				
Autres				
Au 31/12/2008	6	278		284

Les participations dans les entreprises associées (Form'plast détenue à 30 %) correspondent aux titres mis en équivalence décrits ci-dessous :

	Participations dans les entreprises associées
Au 01/01/2008	883
Quote part du résultat de l'exercice	59
Au 31/12/2008 (1)	942

(1) comprenant un goodwill de 491 k€.

Principales données financières de la société Form'plast (comptes sociaux à 100 %) :

	2008	2007
Total bilan	6 830	6 100
Capitaux propres	1 438	1 255
Chiffre d'affaires	16 043	14 531
Résultat net	197	210

7 Stocks

	31/12/2008			31/12/2007		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Matières premières	9 737	-14	9 723	10 144	-55	10 089
Encours	1 565	-3	1 562	1 173	-3	1 170
Produits finis	25 692	-110	25 582	25 040	-217	24 823
Marchandises	5 373	-248	5 125	5 475	-309	5 166
Total	42 367	-375	41 992	41 832	-584	41 248

Les flux des dépréciations sont les suivants :

	31/12/2008	31/12/2007
Dotations aux dépréciations	-163	-336
Reprises sur dépréciations	360	297
Ecart de conversion	12	-4
Variation de périmètre		
Total	209	-43

8 Clients

		31/12/2008	31/12/2007
Clients et comptes rattachés < 1 an	(1)	78 592	80 738
Dépréciation		-1 463	-1 504
Total		77 129	79 234

Délais de rotation moyen en jours de chiffre d'affaires TTC 77 81

(1) Dont créances échues depuis plus de 3 mois 1 662 1 297

La répartition du poste "clients" en devise de transaction est la suivante :

	31/12/2008	31/12/2007
EUR	95,3%	93,7%
USD	1,6%	1,3%
GBP	1,4%	3,4%
PLN	1,7%	1,6%

La juste valeur des créances clients n'est pas différente de la valeur comptable.

9 Autres créances et actifs courants

	31/12/2008	31/12/2007
Créances sociales	264	79
Créances fiscales	3 102	4 220
Autres créances	1 602	1 960
Total	4 968	6 259

La juste valeur des autres créances et actifs courants n'est pas différente de la valeur comptable.

10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2008	31/12/2007
Disponibilités	7 222	6 662
Placements court terme	36	2 690
Total (1)	7 258	9 352
(1) Dont montants en KGBP	2 013	1 500
(1) Dont montants en KUSD	688	600
(1) Dont montants en KPLN	2 727	

Les placements à court terme sont essentiellement constitués de SICAV monétaires et de placements en devises.

NOTES SUR LE BILAN PASSIF (en milliers d'Euros)

11 Capitaux propres

11.1 Composition du capital

Le capital est composé de 2 032 875 actions d'une valeur nominale de 6.20 €, identique à 2007. Mr Guillin et sa famille au travers de leurs Sociétés Civiles détiennent environ 57.5 % au 31/12/2008. (voir tableau « Actionnariat – Direction – Contrôle »).

La politique du Groupe Guillin est de distribuer de façon récurrente environ 30 % à 40 % de son résultat consolidé, part du Groupe.

11.2 Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Actions propres	Ecarts de conversion	Résultat	Intérêts minoritaires	Total
Au 31/12/2006	12 604	4 929	83 509	-2 351	439	11 040	973	111 143
Ecarts actuariels sur les avantages du personnel			658					658
Impôt différé sur écarts actuariels			-191					-191
Ecarts de conversion					226			226
Autres								
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres			467		226			693
Résultat de la période						13 293	2	13 295
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période			467		226	13 293	2	13 988
Affectation résultat N-1			11 040			-11 040		
Distribution de dividendes			-3 903				-1	-3 904
Actions propres			747	333				1 080
Variation de périmètre			73		135		-958	-750
Au 31/12/2007	12 604	4 929	91 933	-2 018	800	13 293	16	121 557
Ecarts actuariels sur les avantages du personnel			397					397
Impôt différé sur écarts actuariels			-132					-132
Ecarts de conversion					-1 861		-1	-1 862
Autres								
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres			265		-1 861		-1	-1 597
Résultat de la période						8 388	1	8 389
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période			265		-1 861	8 388		6 792
Affectation résultat N-1			13 293			-13 293		
Distribution de dividendes			-4 408				-1	-4 409
Actions propres			-67	-4 310				-4 377
Variation de périmètre								
Au 31/12/2008	12 604	4 929	101 016	-6 328	-1 061	8 388	15	119 563

11.3 Actions propres

Nombre d'actions détenues	Autorisations	Réalizations	
		31/12/2008	31/12/2007
Détentions à l'ouverture		74 286	94 142
Achats d'actions	203 287	102 414	6 550
Annulation d'actions			
Vente d'actions		-4 894	-26 406
Détentions à la clôture	203 287	171 806	74 286

Variation en valeur	31/12/2008	31/12/2007
Solde à l'ouverture	2 018	2 351
Achats d'actions	4 711	470
Attribution d'actions gratuites (1)	-46	
Vente d'actions (2)	-355	-803
Solde à la clôture	6 328	2 018

(1) Non encore attribuées au 31/12/2008.

(2) Dont, en 2007, échange de 9 204 titres Groupe Guillin contre 3 490 titres Anis pour une valeur de 208 k€.

11.4 Dividende versé

Le dividende versé sur l'exercice 2008 s'élève à 4 408 k€, soit 2,30 € par action. Il était de 2,00 € en 2007.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 5 juin 2009 de distribuer un dividende de 2,00 € par action.

12 Provisions pour retraite et avantages similaires

12.1 Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Les cotisations à ces régimes sont inscrites en charges lorsqu'elles sont encourues.

12.2 Régimes à prestations définies

12.2.1 Détermination des engagements nets au bilan

Détermination des engagements nets au bilan	31/12/2008			31/12/2007			Total
	IDR	France Préretraite amiante	Italie TFR	IDR	France Préretraite amiante	Italie TFR	
Engagements nets au passif	-1 950		-2 299	-2 114	-426	-2 514	-5 054
Engagements nets à l'actif							
Engagements nets	-1 950		-2 299	-2 114	-426	-2 514	-5 054

Analyse de sensibilité : En cas de hausse de 1 point du taux d'actualisation, le montant des avantages postérieurs à l'emploi serait égal à 3 810 K€ soit une baisse de 10,33%. En cas de baisse de 1 point du taux d'actualisation, le montant des avantages postérieurs à l'emploi atteindrait 4 758 K€ soit une hausse de 11,98%.

12.2.2 Evolution sur l'exercice

Evolution sur l'exercice des engagements	31/12/2008			31/12/2007			Total	
	IDR	France	Italie	IDR	France	Italie		
		Prétraite amiante	TFR		Prétraite amiante	TFR		
Valeur actualisée des engagements à l'ouverture	-2 114	-426	-2 514	-5 054	-2 216	-559	-2 984	-5 759
Coût financier	-90		-111	-201	-85	-19	-102	-206
Coût des services rendus dans l'exercice	-154		-34	-188	-163		-397	-560
Liquidation de régime ⁽⁵⁾		426		426				
Prestations payées	161		210	371	92	46	675	813
Ecarts actuariels de l'exercice ⁽¹⁾	247		150	397	258	106	294	658
Valeur actualisée des engagements à la clôture	-1 950		-2 299	-4 249	-2 114	-426	-2 514	-5 054

12.2.3 Eléments comptabilisés au compte de résultat

Eléments comptabilisés au compte de résultat	31/12/2008			31/12/2007			Total	
	IDR	France	Italie	IDR	France	Italie		
		Prétraite amiante	TFR		Prétraite amiante	TFR		
Coût financier ⁽²⁾	-90		-111	-201	-85	-19	-102	-206
Coût des services rendus dans l'exercice ⁽³⁾	-154		-34	-188	-163		-397	-560
Liquidation de régime ⁽⁵⁾		426		426				
Total	-244	426	-145	37	-248	-19	-499	-766

12.3 Les autres avantages à long terme

12.3.1 Les médailles du travail

Evolution sur l'exercice des passifs	31/12/2008	31/12/2007
Valeur actualisée des engagements à l'ouverture	-44	-43
Coût financier	-2	-1
Coût des droits acquis dans l'exercice	-2	-2
Coût des services passés		
Primes payées	5	2
Ecarts actuariels de l'exercice		
Valeur actualisée des engagements à la clôture	-44	-44

Charges comptabilisées au compte de résultat	31/12/2008	31/12/2007
Coût financier ⁽²⁾	-2	-1
Coût des droits acquis dans l'exercice ⁽³⁾	-2	-2
Coût des services passés ⁽⁴⁾		
Total	-4	-3

12.3.2 Le droit individuel à formation

Evolution sur l'exercice des passifs	31/12/2008	31/12/2007
Valeur des engagements au bilan à l'ouverture	-889	-707
Droits de formation acquis	-303	-335
Droits de formation utilisés	131	153
Valeur des engagements au bilan à la clôture	-1 061	-889

12.4 Les hypothèses actuarielles

Hypothèses actuarielles	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004
Taux d'actualisation	5,3%	4,41%	3,87%	3,43%	4,21%
	2,5% -	2,5% -			
Taux d'augmentation des salaires	3%	3%	2,5% - 3%	2,5% - 3%	2,5% - 3%

12.5 Détail du poste provisions pour retraite et avantages similaires

	31/12/2008	31/12/2007
Avantages postérieurs à l'emploi	-4 249	-5 054
Les médailles du travail	-44	-44
Le droit individuel à formation	-1 061	-889
Autres		-421
Montant au passif	-5 354	-6 408

(1) En application de l'amendement IAS 19, les écarts actuariels sont comptabilisés en capitaux propres

(2) Le coût financier figure sur la ligne « Autres produits et charges financiers ».

(3) Le coût des services rendus dans l'exercice figure sur la ligne « Charges de personnel ».

(4) Le coût des services passés figure sur la ligne « Charges de personnel ».

(5) Correspond à l'extinction de l'obligation de l'entreprise, dans le cas présent la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2009 a mis fin à la contribution amiante. Cette suppression se traduit dans le compte de résultat par une diminution du poste « Charges de personnel ».

12.6 Paiement fondé sur des actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 2006 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution d'actions gratuites. Les actions sont attribuées définitivement après un délai de 2 ans et sont librement cessibles après un délai de 4 ans à compter de la date d'attribution initiale.

Programme d'attribution d'actions gratuites	Plan 1	Plan 2
Date de l'assemblée	02/06/2006	01/06/2007
Date du Conseil d'Administration	10/01/2007	20/02/2008
Délai d'attribution des actions	2 ans	2 ans
Nombre d'actions attribuées	1 550	1 050
Nombre de bénéficiaires	3	3
Valeur unitaire des actions gratuites	22,50 €	22,50 €
Charges comptabilisées au cours de l'exercice	35 k€	12 k€

La charge de l'exercice est déterminée en fonction du prix d'achat des actions propres à attribuer.

13 Provisions

13.1 Provisions non courantes

	Coûts remise en état des sites	Litiges avec l'administration fiscale	Autres	Total
Au 01/01/2007	787	458	670	1 915
Dotations	6	247		253
Utilisations		-47	-146	-193
Reprises de provisions non utilisées		-384	-524	-908
Au 31/12/2007	793	274		1 067
Au 01/01/2008	793	274		1 067
Dotations			15	15
Utilisations			-2	-2
Reprises de provisions non utilisées		-246		-246
Variation de périmètre				
Ecart de conversion				
Autres			422	422
Au 31/12/2008	793	28	435	1 256

13.2 Provisions courantes

	Litiges Prud'homaux	Garantie clients	Autres	Total
Au 01/01/2007	683	454	124	1 261
Dotations	119		67	186
Utilisations	-165	-97	-5	-267
Reprises de provisions non utilisées	-229			-229
Au 31/12/2007	408	357	186	951
Au 01/01/2008	408	357	186	951
Dotations	101	43	21	165
Utilisations	-8	-126	-80	-214
Reprises de provisions non utilisées	-300	-19	-16	-335
Variation de périmètre				
Ecart de conversion				
Autres				
Au 31/12/2008	201	255	111	567

14 Passifs financiers

14.1 Emprunts et dettes financières

	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	43 144	25 226
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	20 131	29 377
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-7 258	-9 352
Total de l'endettement	56 017	45 251
Gearing	0,47	0,37
Dettes brutes	63 275	54 603

	notionnel			31/12/2008	31/12/2007	
	31/12/2008	A 1 an au plus	de 1 à 5 ans			à plus de 5 ans
Dettes envers les établissements de crédit (1)	58 232	18 837	36 807	2 643	58 287	49 208
Dettes financières liées aux locations financements	1 684	508	1 176		1 684	1 778
Instruments dérivés						13
Autres	3 304	787	2 517		3 304	3 604
Total	63 220	20 132	40 500	2 643	63 275	54 603

(1) Dont emprunts en zloty polonais

6 238
KPLN

Taux d'intérêt des dettes financières :

Taux d'intérêt des dettes financières :

	31/12/2008	31/12/2007
Total taux fixe	6 897	6 754
Total taux variable	56 378	47 849
Total	63 275	54 603

Les intérêts sur dettes à taux variables sont indexés sur des références monétaires principalement l'Euribor.

Les intérêts sur dettes à taux fixes sont compris entre 2,90% et 5,20%, l'échéance la plus longue étant 2012.

Covenants :

Au 31 décembre 2008, 5,2 millions d'euros étaient assortis de covenants, ces ratios sont respectés au 31/12/2008.

Analyse de sensibilité :

Si les taux variables varient de 1% en plus ou en moins, l'impact à dette constante est de 560 k€ sur le coût de l'endettement.

14.2 Instruments dérivés

Le Groupe Guillin gère ses risques de taux et de change à l'aide d'instruments dérivés ; en aucun cas le Groupe Guillin est en risque spéculatif. La dette financière du Groupe Guillin est de 63,3 millions d'euros, dont 56,4 millions d'euros en taux variable.

Il n'y avait aucune couverture au 31/12/2008.

14.2.1 Les opérations sur les taux

	Date de mise en place	Monnaie	Montant des capitaux	Ventilation		Juste valeur	
				A - d'1 an	A + d'1 an	31/12/2008	31/12/2007
Opérations sur les taux							
Swap Euribor 3 mois + 0,75 précompté contre Libor 12 mois dollar + 0,26 postcompté pendant 3 ans puis Euribor 3 mois + 0,26 amortissable semestriellement sur 7 ans :	11/12/2001	EUR				0	5
Swap Euribor 3 mois contre (3,70% x 50 %) + (Euribor 3 mois x 50%) avec un Cap à 3,70%. Durée 5 ans :	10/03/2003	EUR				0	15
Swap Euribor 3 mois contre taux fixe de 3,65 %. Annulable tous les 3 mois par la banque. Montant au 31/12/2007 : 2 500 k€	01/12/2007	EUR				0	-13
Total			0	0	0	0	7

14.2.2 Les opérations sur les devises

Aucune opération sur les devises n'est en cours à la clôture 2008 et 2007.

15 Fournisseurs

	31/12/2008	31/12/2007
Fournisseurs et comptes rattachés < 1 an	53 984	54 812
Total	53 984	54 812

La répartition du poste "fournisseurs" en devise de transaction est la suivante :

	31/12/2008	31/12/2007
EUR	98,2%	96,8%
USD	0,1%	0,4%
GBP	0,5%	2,1%
PLN	1,2%	0,7%

La juste valeur des dettes fournisseurs n'est pas différente de la valeur comptable.

16 Autres dettes et passifs courants

	31/12/2008	31/12/2007
Dettes sociales	12 042	12 835
Dettes fiscales	3 309	3 729
Autres	7 780	8 796
Total	23 131	25 360

La juste valeur des autres dettes et passifs courants n'est pas différente de la valeur comptable.

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'Euros)

17 Produits des activités ordinaires

	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires (1)	322 810	315 242
Participations commerciales	-8 496	-8 269
Escomptes accordés	-373	-378
Variation provision pour SAV	-45	31
Total	313 896	306 626

(1) La répartition du chiffre d'affaires en devises de transaction est la suivante :

	31/12/2008	31/12/2007
EUR	92,4%	92,3%
USD	1,2%	0,9%
GBP	3,5%	4,2%
PLN	2,9%	2,6%

18 Achats consommés

	31/12/2008	31/12/2007
Achats consommés de matières premières	-91 663	-90 595
Autres achats consommés	-57 483	-54 532
Variation brute des stocks	-379	1 808
Escomptes obtenus	60	87
Dépréciations nettes sur stocks	198	-39
Total	-149 267	-143 271

19 Autres achats et charges externes

	31/12/2008	31/12/2007
Charges variables (1)	-38 953	-38 532
Charges fixes	-20 234	-18 238
Total	-59 187	-56 770

(1) Directement proportionnelles aux quantités vendues ou produites.

20 Impôts et taxes

	31/12/2008	31/12/2007
Taxe professionnelle	-2 744	-2 497
Autres	-2 805	-2 568
Total	-5 549	-5 065

21 Charges de personnel

	31/12/2008	31/12/2007
Charges de personnel	-58 884	-57 397
Charges de personnel intérimaire	-4 252	-3 606
Intéressement	-1 029	-1 271
Participation	-1 001	-1 358
Indemnités de départ à la retraite et autres avantages sociaux	373	-103
Total	-64 793	-63 735

L'effectif moyen du Groupe se répartit par catégorie de salariés comme suit :

	31/12/2008	31/12/2007
Cadres	180	186
Non cadres	1 193	1 171
Total	1 373	1 357

Le nombre moyen d'intérimaires et de saisonniers est de 222 en 2008, contre 199 en 2007.

22 Dotations aux amortissements

	31/12/2008	31/12/2007
Dotations aux amortissements	-16 455	-15 453
Dotations aux amortissements des locations financements	-424	-463
Total	-16 879	-15 916

23 Dotations aux provisions

	31/12/2008	31/12/2007
Dotations aux provisions pour litiges prud'hommes	-101	-119
Dotations aux provisions pour litiges avec l'administration fiscale		-247
Dotations aux provisions pour garantie clients	-43	
Dotations aux provisions pour litiges divers	-21	-67
Reprises sur provisions pour litiges prud'hommes	300	229
Reprises sur provisions pour litiges avec l'administration fiscale	247	384
Reprises sur provisions pour garantie clients	18	
Reprises sur provisions pour litiges divers	16	523
Total	416	703

24 Autres produits et charges d'exploitation

	31/12/2008	31/12/2007
Dépréciations nettes sur créances clients	-625	-760
Autres charges d'exploitation		
Autres produits d'exploitation	139	5
Produits des cessions d'immobilisations	305	628
Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	-705	-813
Produits non récurrents sur opérations de gestion	342	303
Charges non récurrentes sur opérations de gestion	-219	-76
Total	-763	-713

25 Autres charges opérationnelles

	31/12/2008	31/12/2007
Pertes de valeur des immobilisations corporelles	-3 235	
Total	-3 235	

Pour plus de détails, voir note 5 Immobilisations corporelles.

26 Coût de l'endettement financier net

	31/12/2008	31/12/2007
Intérêts des emprunts	-2 000	-1 670
Intérêts sur participation	-203	-201
Intérêts sur les locations financements	-92	-76
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières	3	12
Intérêts des instruments dérivés	-7	-25
Autres produits financiers	300	188
Autres charges financières	-859	-326
Total	-2 858	-2 098

27 Autres produits et charges financiers

	31/12/2008	31/12/2007
Gains de change	1 167	843
Pertes de change	-2 683	-1 142
Effet d'actualisation	-174	-233
Total	-1 690	-532

28 Impôt sur le résultat

28.1 Charge d'impôt

	31/12/2008	31/12/2007
Impôt exigible	-4 405	-9 645
Impôt différé	-274	1 368
Total	-4 679	-8 277

La société mère Groupe Guillin, détenant à plus de 95 % ses filiales françaises : Alphaform, Dynaplast, Guillin Emballages et Socamel Technologies, a opté pour le régime de l'intégration fiscale. L'intégration fiscale a permis de réduire l'impôt exigible de 2 684 K€ en 2008 et de 265 K€ en 2007.

28.2 Réconciliation entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé

	31/12/2008		31/12/2007	
Résultat net consolidé avant impôt	13 068		21 573	
Impôt théorique	4 499	34,43%	7 427	34,43%
Différences de taux en France	0	0,00%	-122	-0,57%
Différences de taux à l'étranger	75	0,57%	-827	-3,84%
Différences de base (IRAP en Italie)	512	3,92%	552	2,56%
Intégration fiscale	-208	-1,59%	-265	-1,23%
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	-20	-0,16%	-22	-0,10%
Pertes fiscales sans constatation d'impôt différé (1)	2 638	20,18%	1 597	7,41%
Crédits d'impôts & différences permanentes (2)	-2 816	-21,55%	-63	-0,29%
Impôt effectif	4 679	35,80%	8 277	38,37%

(1) Essentiellement Veripack Embalajes.

(2) Elimination des opérations internes : subvention et dépréciation créance Veripack Embalajes.

28.3 Origine des impôts différés actifs et passifs

	31/12/2008			Capitaux propres (1)	Ecart conversion	31/12/2007	
	Actif	Passif	Résultat			Actif	Passif
Avantages au personnel	803		66	-132		869	
Décalages temporels liés aux fiscalités locales	1 049	471	-260		48	1 224	435
Elimination des marges internes sur cessions stocks	276		5			271	
Elimination des marges internes sur cessions immobilisations	68	0	-17			86	1
Immobilisations et amortissements	57	2 050	82		71	64	2 210
Instruments financiers		-19	-13			4	-28
Contrats de location financement	128		27		0	100	
Provisions réglementées		10 212	-144				10 068
Elimination des provisions internes	263	171	-19		-2	299	186
Total	2 643	12 886	-274	-132	117	2 917	12 872

(1) Impôt différé relatif aux écarts actuariels sur les engagements envers le personnel comptabilisés en capitaux propres.

29 Information sectorielle

29.1 Information par secteur d'activité

31/12/2007	Secteur Emballage	Secteur Matériel	Autre ⁽¹⁾	Eliminations	Total
Produits des activités ordinaires externes	276 710	29 916			306 626
Produits des activités ordinaires inter secteurs	44	128	7 468	-7 640	0
Produits des activités ordinaires	276 754	30 044	7 468	-7 640	306 626
Dotation aux amortissements	-14 572	-831	-513		-15 916
Résultat opérationnel	20 953	1 266	1 922		24 141
Coût de l'endettement financier net	-1 284	-31	-783		-2 098
Quote-part dans les résultats des participations associées			63		63
Résultat net	11 218	727	1 350		13 295
Actif sectoriel	267 188	29 241	28 229	-45 599	279 059
Participations dans les entreprises associées			883		883
Total actif sectoriel	267 188	29 241	29 112	-45 599	279 942
Passif sectoriel	144 275	12 371	47 338	-45 599	158 385
Investissements industriels	25 717	771	353		26 841
Effectif ⁽²⁾	1 337	186	33		1 556

31/12/2008	Secteur Emballage	Secteur Matériel	Autre ⁽¹⁾	Eliminations	Total
Produits des activités ordinaires externes	278 642	35 239	15		313 896
Produits des activités ordinaires inter secteurs	34		7 614	-7 648	0
Produits des activités ordinaires	278 676	35 239	7 629	-7 648	313 896
Dotation aux amortissements	15 545	894	440		16 879
Perte de valeur ⁽³⁾	3 235				3 235
Résultat opérationnel	13 086	2 022	2 449		17 557
Coût de l'endettement financier net	-2 195	104	-767		-2 858
Quote-part dans les résultats des participations associées			59		59
Résultat net	3 537	1 205	3 647		8 389
Actif sectoriel	259 612	29 664	28 209	-38 026	279 459
Participations dans les entreprises associées			942		942
Total actif sectoriel	259 612	29 664	29 151	-38 026	280 401
Passif sectoriel	107 910	46 601	44 354	-38 026	160 839
Investissements industriels	23 912	608	892		25 412
Effectif ⁽²⁾	1 363	202	30		1 595

⁽¹⁾ Société-mère

⁽²⁾ Y compris intérimaires et saisonniers

⁽³⁾ Comptabilisés sur la ligne "Autres charges opérationnelles" du compte de résultat.

29.2 Information par secteur géographique

Le chiffre d'affaires est ventilé en fonction de la situation géographique des clients. Quant aux actifs et investissements, ils sont repris en fonction de la situation géographique des sociétés.

31/12/2007	France	Italie	Autres	Total
Produits des activités ordinaires externes	151 237	51 388	104 001	306 626
Actif sectoriel	180 302	53 852	45 788	279 942
Investissements industriels	13 209	3 021	10 611	26 841

31/12/2008	France	Italie	Autres	Total
Produits des activités ordinaires externes	155 234	50 464	108 198	313 896
Actif sectoriel	184 577	52 949	42 875	280 401
Investissements industriels	15 933	3 010	6 469	25 412

30 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	31/12/2008	31/12/2007
Résultat part du Groupe en euros	8 389 337	13 293 573
Nombre d'actions total	2 032 875	2 032 875
Moyenne pondérée des actions propres acquises	-124 067	-74 286
Moyenne pondérée des actions	1 908 808	1 958 589
Résultat par action	4,40	6,79

31 Résultat dilué par action

	31/12/2008	31/12/2007
Résultat part du Groupe en euros	8 389 337	13 293 573
Nombre d'actions total	2 032 875	2 032 875
Moyenne pondérée des actions propres acquises	-124 067	-74 286
Actions à créer potentiellement dilutives (attribution gratuites d'actions) (1)	2 600	1 550
Moyenne pondérée des actions	1 911 408	1 960 139
Résultat par action	4,39	6,78

(1) Non encore attribuées au 31/12/2008.

32 Parties liées

Les Parties liées concernent exclusivement les filiales et les participations dans les entreprises associées.

32.1 Transactions avec les entreprises associées

Ces transactions concernent les relations avec la société Form'plast, dont les comptes sont mis en équivalence.

FORM'PLAST	31/12/2008	31/12/2007
Chiffre d'affaires	31	17
Clients	11	51
Achats de négoce	917	835
Fournisseurs	180	184
Stocks de négoce	104	62

32.2 Rémunération des organes de direction

Les rémunérations et avantages en nature alloués au titre de l'exercice 2008 aux organes de direction du Groupe Guillin en raison de leur fonction dans les sociétés contrôlées s'élèvent à 0,5 M€, net de charges et d'impôts.

32.3 Opérations avec les parties liées

La SA Groupe Guillin a versé sur l'exercice 2008 la somme de 2 594 K€ aux SC La Brayère, SC L'Atelier et SC Le Château au titre de dividendes.

33 Tableau des flux de trésorerie

33.1 Capacité d'autofinancement retraitée

	31/12/2008	31/12/2007
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	36 132	38 334
Charges d'impôt (y compris impôt différé)	-4 679	-8 277
Coût de l'endettement net financier	-2 858	-2 098
Divers ajustements ⁽¹⁾	267	-1 368
Capacité d'autofinancement retraitée	28 862	26 591
Provision impôt différé	274	-1 368
Instruments financiers	-7	
Autres		
⁽¹⁾ Divers ajustements	267	-1 368

33.2 Dotations nettes aux amortissements

	31/12/2008	31/12/2007
Dotations aux amortissements	16 879	15 916
Perte de valeur des immobilisations	3 235	
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur sur actifs non courants	20 114	15 916

33.3 Réconciliation de la trésorerie nette dans le tableau des flux

	31/12/2008	31/12/2007
Banques créditrices ⁽¹⁾	-3 710	-10 507
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 258	9 352
Total	3 548	-1 155

(1) Compris dans les emprunts et dettes financières court terme

34 Engagements du Groupe hors bilan

34.1 Engagements donnés

Dettes garanties par des sûretés réelles :

Type	Biens donnés en garantie	2008	2007
Hypothèque	Bâtiments		198
Nantissement	Titres	1 192	5 046
Fidéjussion		3	41
Cautions bancaires (1)		80	105

(1) Retenue garantie clients et autres

34.2 Engagements reçus

Néant

34.3 Locations simples d'actif

Il s'agit essentiellement de la location des véhicules sur une courte durée, en moyenne 18 mois, et des locations de bâtiments. Le montant des loyers passés en charges figure dans le tableau ci-après.

	31/12/2008	31/12/2007
Charge de l'exercice	3 450	3 693

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location simple sont les suivants :

	31/12/2008	31/12/2007
à moins d'un an	2 590	2 084
entre un et 5 ans	2 140	2 427
Total	4 730	4 511

34.4 Locations financements

Les loyers futurs minimaux payables au titre des contrats de location financement sont les suivants :

	31/12/2008	31/12/2007
à moins d'un an	502	596
entre un et 5 ans	1 176	1 370
à plus de 5 ans		17
Total	1 678	1 983

35 Passifs éventuels

Aucun passif éventuel n'a été identifié à la clôture de l'exercice.

36 Evénements postérieurs à la clôture

Néant

C- COMPTES SOCIAUX

I- BILAN DE LA SOCIETE-MERE

ACTIF		31/12/2008		31/12/2007	
		Brut	Amortissements	Net	Net
Actif immobilisé					
Concessions, brevets et droits similaires	Note 3	2 191	1 688	504	530
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	Note 3	10		10	
Terrains	Note 3	109		109	109
Constructions	Note 3	951	789	162	112
Autres immobilisations corporelles	Note 3	1 190	453	737	168
Participations	Note 4	98 151	13 000	85 151	85 151
Autres immobilisations financières	Note 4	6 414	867	5 547	2 271
Total de l'actif immobilisé		109 015	16 797	92 218	88 341
Actif circulant					
Clients et comptes rattachés	Note 5	1 160		1 160	703
Autres créances	Note 5	21 634	4 000	17 634	19 581
Valeurs mobilières de placement	Note 6				2 453
Disponibilités		2 160		2 160	2 107
Charges constatées d'avance	Note 7	94		94	111
Total de l'actif circulant		25 048	4 000	21 048	24 955
Ecarts de conversion actif		2		2	
TOTAL ACTIF		134 065	20 797	113 267	113 296

PASSIF**31/12/2008 31/12/2007**

Capitaux propres

	Note		
Capital social	8	12 604	12 604
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 873	9 873
Réserve légale		1 260	1 260
Réserves règlementées			
Autres réserves		38 660	36 353
Report à nouveau		268	163
Résultat de l'exercice		7 137	6 820
Provisions règlementées		18	19
Total des capitaux propres		<hr/> 69 821	<hr/> 67 092

Provisions pour risques et charges

	Note		
Provisions pour risques	9	202	487
Provisions pour charges			
Total des provisions pour risques et charges		<hr/> 202	<hr/> 487

Dettes

	Note		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10	24 219	17 869
Fournisseurs et comptes rattachés		255	239
Dettes fiscales et sociales		912	2 774
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2	
Autres dettes		17 857	24 835
Produits constatés d'avance			
Total des dettes		<hr/> 43 245	<hr/> 45 717
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		<hr/> 113 267	<hr/> 113 296

II- RESULTAT DE LA SOCIETE-MERE

		31/12/2008	31/12/2007
	France	Export	Total
			Total
Produits d'exploitation			
Production vendue : Services	5 793	1 801	7 595
Chiffre d'affaires net	5 793	1 801	7 595
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			
Autres produits			526
Total des produits d'exploitation			8 121
Charges d'exploitation			
Autres achats et charges externes			2 098
Impôts, taxes et versements assimilés			164
Salaires et traitements			2 318
Charges sociales			844
Dotations aux amortissements sur immobilisations			290
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Autres charges			28
Total des charges d'exploitation			5 743
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 377
Produits financiers			
Produits financiers de participations			12 543
Autres intérêts et produits assimilés			967
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différence positive de change			373
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			8
Total des produits financiers			13 890
Charges financières			
Dotations financières aux amortissements et provisions			869
Intérêts et charges assimilés			1 758
Différence négative de change			825
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			96
Total des charges financières			3 548
RESULTAT FINANCIER			10 342
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			12 719
Produits exceptionnels			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			1 608
Produits exceptionnels sur opérations en capital			16
Reprises sur provisions et transferts de charges			297
Total des produits exceptionnels			313
Charges exceptionnelles			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			4 553
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			16
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			4 010
Total des charges exceptionnelles			8 579
RESULTAT EXCEPTIONNEL			-8 266
Impôts sur les bénéfices			2 684
TOTAL DES PRODUITS			25 008
TOTAL DES CHARGES			17 870
RESULTAT NET			7 137

III- TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DE LA SOCIETE-MERE

	31/12/2008	31/12/2007
RESULTAT NET	7 137	6 820
Dotations nettes aux amortissements	290	268
Dotations nettes aux provisions	4 582	12 872
Plus values ou moins values de cessions		-1 074
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE	12 009	18 886
Variation des stocks nets de provisions		
Variation des créances clients nettes de provisions	-457	442
Variation des dettes fournisseurs	16	-115
Variation des autres créances et dettes	-1 492	-28
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	-1 933	299
Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation	10 076	19 185
Acquisitions d'immobilisations	-892	-337
Cessions d'immobilisations	16	1 607
Investissements nets	-876	1 270
Investissement net financier	-4 159	-17 786
Variation de trésorerie issue des opérations d'investissement	-5 035	-16 516
Nouveaux emprunts	15 000	4 000
Remboursements emprunts	-6 945	-6 164
Remboursements des avances conditionnées		
Dividendes versés	-4 408	-3 903
Autres augmentations des capitaux propres		
Variation issue des opérations de financement	3 647	-6 067
Incidence des écarts de conversion		
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	8 688	-3 398
TRESORERIE à l'ouverture de l'exercice	-4 041	-643
TRESORERIE à la clôture de l'exercice	4 647	-4 041

Note 21

IV- TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE-MERE

	Nombre d'actions	Capital social	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Total
Situation au 31/12/2006	2 032 875	12 604	9 873	29 473	188	12 017	103	64 258
Dotation nette provisions réglementées							-84	-84
Affectation du résultat 2006				12 205	-188	-12 017		0
Dividendes distribués				-4 066				-4 066
Dividendes actions propres					163			163
Résultat exercice 2007						6 820		6 820
Situation au 31/12/2007	2 032 875	12 604	9 873	37 613	163	6 820	19	67 092
Dotation nette provisions réglementées							-1	-1
Affectation du résultat 2007				6 983	-163	-6 820		0
Dividendes distribués				-4 676				-4 676
Dividendes actions propres					268			268
Résultat exercice 2008						7 137		7 137
Situation au 31/12/2008	2 032 875	12 604	9 873	39 920	268	7 137	18	69 821

V- ANNEXE AUX COMPTES DE LA SOCIETE-MERE

1 Événements significatifs survenus au cours de l'exercice

2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n°99-03 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.1 Immobilisations incorporelles

Les logiciels achetés à des prestataires de services en informatique sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans. Les brevets sont amortis sur une durée de 20 ans.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements économiques pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité et des conditions probables d'utilisation des biens :

- constructions : 30 ans
- Agencements et aménagements : 10 ans
- matériel industriel et moules : 2 à 10 ans
- matériel de transport : 4 à 5 ans
- matériel de bureau : 10 ans
- matériel informatique : 2 à 5 ans.

Certains matériels font l'objet d'un amortissement dégressif. Le complément par rapport à l'amortissement linéaire est traité comme dérogatoire ; il est comptabilisé en charges exceptionnelles et au passif du bilan en provisions réglementées.

2.3 Titres de participation

Les titres de participation sont valorisés au coût historique d'acquisition hors frais accessoires comptabilisés en charges.

A la clôture de l'exercice, la valeur des titres est comparée à la valeur d'inventaire, qui correspond à la valeur d'utilité pour la société. Si nécessaire, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

La valeur d'utilité est évaluée par référence notamment à la quote-part des capitaux propres de la filiale et à la valeur consolidée de l'entreprise.

La valeur consolidée de l'entreprise est comparée à sa valeur déterminée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés.

2.4 Actions propres

La totalité des actions propres est comptabilisée en titres immobilisés, y compris celles du contrat de liquidité. Les excédents du contrat destiné aux opérations de régularisation des cours sont comptabilisés dans le compte « Autres créances immobilisées ».

2.5 Créances et dettes

Les créances et dettes en euros sont valorisées à leur valeur nominale ; celles en devises sont converties au cours du 31 décembre de l'année ou à leur cours de couverture s'il y a lieu. Les créances sont dépréciées, le cas échéant, pour tenir compte des risques de non recouvrement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque.

2.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, calculée par catégorie de titres, est inférieure à la valeur comptable.

2.7 Disponibilités

Les disponibilités des devises « out » sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'année. Les écarts de conversion sont compris dans le résultat de l'exercice.

2.8 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques prud'homaux comprennent les débours estimés par la société au vu des demandes relatives aux actions introduites.

Les provisions pour risques relatifs aux filiales sont évaluées en fonction de leur situation nette négative.

2.9 Indemnités de départ en retraite

La société participe à la constitution des retraites de son personnel. L'ensemble des engagements sociaux et de retraite est compris dans les engagements hors bilan.

Ils correspondent aux indemnités, charges sociales comprises, qui seraient allouées au personnel à l'âge de 60 ans pour les non cadres et de 65 ans pour les cadres, compte tenu du taux de rotation et de la probabilité de présence. Le calcul a fait l'objet d'une actualisation au taux de 5,30% et d'une revalorisation salariale de 2,5% pour les non cadres et de 3% pour les cadres. Il intègre un taux de charges sociales de 45%.

2.10 Instruments dérivés

La société a procédé à des garanties de taux d'intérêts afin de gérer son risque de taux et de diminuer le coût global de sa dette. Elle se couvre, également, pour des risques de changes liés aux variations monétaires. A ce titre, les résultats dégagés sur les couvertures de taux et de changes sont comptabilisés en résultat financier.

2.11 Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

2.12 Tableau de flux de trésorerie

La trésorerie, dont la variation est analysée dans le tableau de flux de trésorerie, prend en compte, outre les soldes bancaires créditeurs, les disponibilités et les valeurs mobilières de placement, les avances nettes de trésorerie aux filiales.

2.13 Changement de méthode comptable

Il a été fait application de la nouvelle réglementation comptable relative aux attributions d'actions

gratuites (Règlement CRC 2008-15 du 4 décembre 2008).

L'impact de ce changement a été comptabilisé en résultat pour un montant de 17 K€.

Les informations relatives au programme d'attribution d'actions gratuites sont données au paragraphe 8.

3 Immobilisations incorporelles et corporelles

3.1 Mouvements sur les immobilisations

Rubriques	Valeur brute au 01/01/2008	Acquisitions	Virements poste à poste	Cessions	Valeur brute au 31/12/2008
Logiciels	1 587	134	21	32	1 710
Brevets	481				481
Terrains	109				109
Constructions	883				883
Autres immobilisations corporelles	587	77		56	608
Immobilisations corporelles en cours		650			650
Avances et acomptes		31	-21		10
TOTAL	3 647	892		88	4 451

3.2 Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2008
Logiciels	1 330	182	-32	1 480
Brevets	208			208
Constructions	771	18		789
Autres immobilisations corporelles	419	90	-56	453
Total	2 728	290	-88	2 930

4 Immobilisations financières

4.1 Participations

Rubriques	Au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2008
Valeurs brutes	98 151			98 151
Provisions	13 000			13 000
Valeurs nettes	85 151			85 151

4.2 Autre immobilisations financières

Rubriques	Au 01/01/2008	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2008
Titres immobilisés	2 018	4 711	-355	6 374
Autres créances immobilisées	232		-197	35
Autres immobilisations financières	21		-16	5
Valeurs brutes	2 271	4 711	-568	6 414
Provisions		867		867
Valeurs nettes	2 271	3 844	-568	5 547

Les titres immobilisés sont constitués de 171 806 actions propres, dont 7 411 issues du contrat de liquidité et 2 600 attribuées aux salariés. Leur valeur de réalisation à la clôture de l'exercice s'élève à 5 507 K€.

5 Créances

La répartition des créances selon leurs échéances, les créances concernant les entreprises liées et les produits à recevoir, sont présentés dans le tableau ci-après :

Rubriques	Montant brut au bilan	Effets à encaisser	Entreprises liées	Produits à recevoir	Montant à plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	1 160		1 145	486	
Autres créances	21 634		18 260	3 374	

Parmi les autres créances figurent une créance sur Veripack de 15 024K€ dépréciée pour un montant de 4 000 K€ à hauteur de la situation nette négative de Veripack.

6 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement, au 31/12/2007, sont constituées de dépôt à terme en devises

7 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent essentiellement des frais généraux.

8 Capital social

Le capital est composé de 2 032 875 actions d'une valeur nominale de 6,20 €.

L'assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 2006 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à l'attribution d'actions gratuites. Les actions sont attribuées définitivement après un délai de 2 ans et sont librement cessibles après un délai de 4 ans à compter de la date d'attribution initiale.

Programme d'attribution d'actions gratuites	Plan 1	Plan 2
Date de l'assemblée	02/06/2006	02/06/2006
Date du Conseil d'Administration	10/01/2007	20/02/2008
Délai d'attribution des actions	2 ans	2 ans
Nombre d'actions attribuées	1 550	1 050
Nombre de bénéficiaires	3	3
Passif enregistré au bilan	35 K€	12 K€
Nombre d'actions propres affectées à l'attribution	1 550	1 050
Valeur des actions propres destinées à être attribuées	35 K€	24 K€
Charges comptabilisées au cours des exercices précédents	/	/
Charges comptabilisées au cours de l'exercice	35 K€	12 K€

La charge de l'exercice est déterminée en fonction du prix d'achat des actions propres à attribuer. Les actions destinées à être attribuées aux salariés sont classées en titres immobilisés (cf 4.2).

9 Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre, les mouvements affectant les provisions pour risques et charges sont les suivants :

	Solde à l'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Solde à la clôture
			Montant utilisé	Montant non utilisé	
Résultat exceptionnel :					
litiges prud'hommes	286	102		-97	291
Divers	244			-48	196
Au 31/12/2007	530	102	0	-145	487
Résultat exceptionnel :					
litiges prud'hommes	291			-291	0
Divers	196	6			202
Au 31/12/2008	487	6	0	-291	202

10 Dettes

La répartition des dettes selon leurs échéances, le détail des effets à payer, les dettes concernant les entreprises liées et les charges à payer, sont présentés dans le tableau ci-après :

Dettes	Brut	Effets à payer	Entreprises liées	Charges à payer	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts (1) et dettes auprès des établissements de crédit (2)	24 219			90	7 231	16 988	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	255	9	11	121	255		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2						
Dettes fiscales et sociales	912			630	912		
Autres dettes (3)	17 857		17 830	348	17 857		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	15 000						
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	6 945						
(2) Dont :							
- A 2 ans maximum à l'origine	223						
- A plus de 2 ans à l'origine	23 996						
(3) Envers les associés personnes physiques	0						

La société s'est engagée à respecter un certain nombre de ratios financiers consolidés. Ces ratios sont respectés au 31/12/2008.

11 Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

L'impôt payé au titre des charges non déductibles de l'année de leur comptabilisation se compose comme suit :

Base imposable : 12 K€

Taux d'imposition : 33,33%

Allègement de la dette future d'impôts : ..4 K€

12 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est essentiellement représenté par les redevances perçues auprès des sociétés filiales, et par les loyers.

13 Charges de personnel

13.1 Effectif

La ventilation par catégorie de l'effectif moyen est présentée dans le tableau ci-après :

<u>Personnel salarié</u>	<u>2008</u>	<u>2007</u>
Cadres	20	21
Administratifs et Maîtrise	10	12
TOTAL	30	33

13.2 Rémunération des organes de Direction

Les rémunérations et avantages en nature alloués au titre de l'exercice 2008 aux organes de direction du Groupe Guillin à raison de leur fonction dans les sociétés contrôlées s'élèvent à 0,3 M€, net de charges et d'impôts.

14 Résultat financier

- Charges financières : 3 548 K€
dont : 675 K€ versés aux sociétés filiales et 867 K€ au titre de la dépréciation des titres d'autocontrôle.
- Produits financiers : 13 890 K€
dont : 13 295 K€ versés par les sociétés filiales comprenant 12 543 K€ de dividendes.

15 Résultat exceptionnel

	<u>31/12/2008</u>
Charges exceptionnelles	8 579
dont :	
sur opérations de gestion (1)	4 553
sur opérations en capital	16
amortissements dérogatoires	6
dépréciation des immobilisations	
dotations aux provisions pour	
risques exceptionnels (2)	4 004
Produits exceptionnels	313
dont :	
sur opérations de gestion	
sur opérations en capital	16
amortissements dérogatoires	6
reprise de provisions pour risques	
exceptionnels	291

(1) correspond pour 4 400 K€ à une subvention accordée à Veripack

(2) correspond pour 4 000 K€ à une dépréciation du compte courant avec Veripack Embalajes.

16 Impôts sur les bénéfices

Impôts sur le résultat courant / exceptionnel :

31/12/2008	Résultat courant	Résultat exceptionnel
Avant impôts	12 719	-8 266
Impôts	-71	2 755
Après impôts	12 648	-5 511

17 Engagements hors bilan

17.1 Engagements reçus

L'abandon de créances d'un montant de 2 000 K€ consenti à la filiale Dynaplast en 2005 est assorti d'une clause dite de retour à meilleure fortune.

17.2 Engagements donnés

Dettes garanties par des sûretés réelles :

Types	Biens donnés en garantie	Montant de la dette
Hypothèque	Bâtiments	Néant
Nantissement	Matériels	Néant
Nantissement	Titres	1 192

Avals et cautions donnés à des sociétés filiales : 1 502 K€

Lettres de confort données à des sociétés filiales : 23 788 K€

17.3 Autres engagements

L'engagement relatif aux indemnités de départ en retraite (y compris charges sociales) s'élève à 294 K€. Aucune provision pour risques et charges n'est comptabilisée à ce titre.

Le droit individuel à formation (DIF) est reconnu à tout salarié titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée et disposant d'une durée d'ancienneté d'au moins un an dans l'entreprise.

Ce droit est de 20 heures par an cumulables sur 6 ans, soit une limite maximale de 120 heures.

Au 31/12/2008, le montant de l'engagement relatif au DIF est estimé à 90 K€, correspondant à un total de solde de droits de 2353 heures.

17.4 Risques de taux et de change

La SA Groupe Guillin gère ses risques de taux et de change dans le cadre d'une convention de gestion de trésorerie centralisée. En aucun cas, elle ne prend des risques spéculatifs.

Les instruments dérivés utilisés au 31/12/2008 sont présentés dans les tableaux suivants :

	Date de mise en place	Monnaie	Montant des capitaux	Ventilation		Juste valeur	
				A - d'1 an	A + d'1 an	31/12/2008	31/12/2007
Opérations sur les taux							
Swap Euribor 3 mois + 0,75 précompté contre Libor 12 mois dollar + 0,26 postcompté pendant 3 ans puis Euribor 3 mois + 0,26 amortissable semestriellement sur 7 ans :	11/12/2001	EUR				0	5
Swap Euribor 3 mois contre (3,70% x 50 %) + (Euribor 3 mois x 50%) avec un Cap à 3,70%. Durée 5 ans :	10/03/2003	EUR				0	15
Swap Euribor 3 mois contre taux fixe de 3,65 %. Annulable tous les 3 mois par la banque. Montant au 31/12/2007 : 2 500 k€	01/12/2007	EUR				0	-13
Total			0	0	0	0	7

Aucune opération sur les devises, à la clôture, en 2007 et 2008.

18 Périmètre de consolidation

La société Groupe Guillin consolide :

- Par intégration globale, les sociétés filiales suivantes :
 - Guillin Emballages
 - Alphaform
 - Dynaplast
 - GPI UK
 - Nespak
 - Socamel Technologies
 - Socamel UK
 - Rescaset Concept
 - Cidelcem
 - Guillin Italia
 - Guillin Espana
 - Guillin Portugal
 - Anis Opakowania
 - Veripack Embalajes
 - Premier Packaging

- Par la méthode de la mise en équivalence, la société suivante :
 - Form'Plast

19 Intégration fiscale

La société Groupe Guillin, détenant à plus de 95% les sociétés filiales Guillin Emballages, Alphaform, Dynaplast et Socamel Technologies a opté pour le régime de l'intégration fiscale. La convention d'intégration fiscale pour les sociétés filiales Guillin Emballages, Alphaform, Dynaplast et Socamel Technologies est établie de sorte que la charge d'impôt supportée par les sociétés intégrées soit la même qu'en absence d'intégration. L'économie de trésorerie, réalisée grâce aux déficits, est prise en compte immédiatement dans le résultat des sociétés déficitaires.

- Impôt comptabilisé : 2 683 616 Euros (produit)
- Impôt théorique : 0 Euros (en l'absence d'intégration fiscale)
- Créance d'impôt à la clôture de l'exercice : 3 136 603 Euros.

20 Filiales et participations – Valeurs mobilières

Filiales et Participations	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part de capital détenu en %	Valeur d'inventaire des titres détenus		Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés sur l'exercice
				Brute	Nette					
Filiales détenues à plus de 50 %										
Guillin Emballages	11 083	32 568	99,99	11 047	11 047			79 153	7 562	7 171
Alphaform	1 236	20 212	99,96	11 411	11 411	700		51 908	2 056	2 317
Dynaplast	8 641	9 447	99,99	16 140	16 140			42 436	372	362
Nespak	2 100	13 169	100,00	6 920	6 920			58 460	1 334	1 610
Cidelcem (1)	500	-700	100,00	0	0	110		0	-4	
Rescaset Concept	800	5 285	99,99	13 348	13 348			35 057	610	725
Socamel Technologies	5 000	6 002	100,00	28 037	20 037			32 272	981	346
Veripack Embalajes (2)	460	-4 463	100,00	5 000	0	11 025		29 012	-8 786	
Anis Opakowania	20 000	5 703	99,98	5 367	5 367	2 250	1 502	46 268	1 042	
	(KPLN)	(KPLN)	(KPLN)					(KPLN)	(KPLN)	
Filiales détenues à moins de 50 %										
Form'Plast	50	1 388	30,00	750	750			16 043	197	
Total Filiales et Participations				98 020	85 020					
Titres immobilisés :										
Actions propres				6 374	5 507					
Sicav monétaires				35	35					
Valeurs mobilières de placement :										
Sicav monétaires					0					
Total Valeurs mobilières				104 429	90 562					

La valeur d'utilité des sociétés reste supérieure à la valeur de leurs titres.

(1) La situation nette négative a fait l'objet d'une provision pour risques et charges au 31 décembre 2008.

(2) L'avance faite à Veripack de 15 024K€ est dépréciée pour un montant de 4 000 K€ à hauteur de la situation nette négative de Veripack.

21 Réconciliation de la trésorerie nette du tableau des flux

	31/12/2008	31/12/2007
Banques créditrices ⁽¹⁾	-223	-1 928
Valeurs mobilières de placements et disponibilités	2 160	4 561
Avances de trésorerie nettes aux filiales	<u>2 710</u>	<u>-6 674</u>
Total	4 647	-4 041

(1) Compris dans les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

VI- RESULTAT DES 5 DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008
1- CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	12 603 825	12 603 825	12 603 825	12 603 825	12 603 825
Nombre des actions ordinaires existantes	2 032 875	2 032 875	2 032 875	2 032 875	2 032 875
2- OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	6 217 604	6 847 826	7 254 344	7 467 691	7 594 610
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	12 414 387	9 615 614	12 598 459	20 247 532	9 325 848
Impôts sur les bénéfices	-278 772	34 982	-520 066	-286 710	-2 683 616
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	9 033 466	11 838 780	12 017 493	6 820 261	7 137 177
Résultats distribués	3 252 600	4 065 750	4 065 750	4 065 750	4 675 613
3 - RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotation aux amortissements et provisions	5,97	4,75	5,94	9,82	5,91
Résultat après impôts, participation des salariés et dotation aux amortissements et provisions	4,44	5,82	5,91	3,35	3,51
Dividende distribué à chaque action	1,60	2,00	2,00	2,00	2,30
4 - PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	32	34	34	33	30
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 090 005	2 177 498	2 285 167	2 476 142	2 318 249
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	827 611	869 731	905 336	901 797	843 899